

LE DEBUT DE LA FIN DE LA TRIPARTITION ?

ELECTIONS EUROPEENNES ET
INEGALITES SOCIALES EN
FRANCE, 1994-2024

JULIA CAGE
THOMAS PIKETTY

WORKING PAPER N°2024/18

JUNE 2024

WORLD
INEQUALITY
..... LAB

Le début de la fin de la tripartition ? Élections européennes et inégalités sociales en France, 1994-2024

Julia Cagé, Thomas Piketty

20 juin 2024¹

Résumé. Cette étude analyse la structure du vote au niveau communal observé lors des élections européennes menées en France de 1994 à 2024. Nous proposons également une comparaison avec la structure des clivages sociaux et électoraux étudiée à partir des scrutins législatifs, présidentiels et référendaires dans notre ouvrage *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022* (Le Seuil, 2023). De façon générale, la structure du vote aux scrutins européens suit des évolutions relativement proches de celles observées lors des élections législatives et présidentielles au cours des trente dernières années. On constate toutefois plusieurs inflexions récentes importantes, en particulier lors du scrutin européen de 2024. Tout d'abord, la chute du bloc libéral central à moins de 15% des voix confirme la fragilité du système de tripartition, en lien avec la base sociale très étroite et socialement très privilégiée de ce bloc électoral. On observe par ailleurs lors des élections européennes de 2024 un processus d'embourgeoisement du bloc national-libéral (RN, LR, Reconquête), ce qui conforte la possibilité d'une rebipolarisation droite-gauche opposant une nouvelle forme d'union des droites (bloc national-libéral RN-LR-Reconquête) et d'union des gauches (bloc social-écologique PS-PCF-LFI-EELV). On constate cependant un approfondissement du clivage territorial entre le bloc de droite et le bloc de gauche lors du scrutin européen de 2024. Sur la base de l'expérience historique du 20^e siècle, on peut considérer que le scénario de rebipolarisation gauche-droite ne pourra pleinement se réaliser que si le clivage social l'emporte beaucoup plus nettement sur le clivage territorial, ce qui exige que le bloc de gauche parvienne à reconquérir une proportion sensiblement plus importante qu'actuellement de l'électorat populaire des bourgs et des villages.

¹ Les données utilisées pour cette étude sont entièrement disponibles en ligne et peuvent être visualisées et cartographiées sur le site [unehistoireduconflitpolitique.fr](https://www.unehistoireduconflitpolitique.fr). L'annexe technique CagePiketty2024Europeennes.zip, également disponible en ligne sur ce site, comprend l'ensemble des codes informatiques et des données permettant de reproduire l'intégralité des graphiques et résultats présentés ici.

1. Introduction : élections européennes et inégalités sociales en France, 1994-2024

Cette étude analyse la structure du vote au niveau communal observé lors des élections européennes menées en France de 1994 à 2024. Nous proposons également une comparaison avec la structure des clivages sociaux et électoraux étudiée à partir des scrutins législatifs, présidentiels et référendaires analysés dans notre ouvrage *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022* (Le Seuil, 2023). Dans ce livre, nous nous sommes en effet concentrés sur l'étude des scrutins législatifs, présidentiels et référendaires qui se sont déroulés de 1789 à 2022, en ignorant entièrement les autres élections, et en particulier les scrutins municipaux, départementaux, régionaux et européens. La présente étude corrige partiellement cette lacune en analysant le vote au niveau communal dans le cadre des élections européennes organisées de 1994 à 2024 (soit au total sept scrutins menés tous les cinq ans : 1994, 1999, 2004, 2009, 2014, 2019, 2024).²

De façon générale, la structure du vote aux scrutins européens menés entre 1994 et 2024 suit des évolutions relativement proches de celles observées lors des élections législatives et présidentielles au cours des trente dernières années. On observe en particulier la montée en puissance sur le plan électoral d'une fracture territoriale d'une ampleur inédite depuis la fin du 19^e siècle et le début du 20^e siècle. Il s'agit à nos yeux du phénomène central qui permet de mieux comprendre le délitement du clivage gauche-droite de l'après-guerre et l'essor de la tripartition. De fait, le système en trois blocs, que l'on observait déjà sous des formes comparables à la fin du 19^e siècle et au début du 20^e siècle, met notamment en jeu un bloc libéral central s'appuyant sur un électorat socialement très favorisé et accédant au pouvoir sur la base d'une division inhabituellement forte entre les classes populaires urbaines (soutenant principalement le bloc de gauche) et les classes populaires rurales (soutenant principalement le bloc de droite).

Toutefois, si les résultats que nous obtenons à partir des votes communaux aux élections européennes confirment très largement les conclusions obtenues dans notre ouvrage à partir des scrutins législatifs, présidentiels et référendaires, on constate cependant plusieurs inflexions

² Le Ministère de l'intérieur n'a commencé à numériser et à diffuser les résultats des élections européennes à l'échelon des 36 000 communes qu'à compter du scrutin de 1994, et c'est pourquoi nous nous limitons à l'étude de la période 1994-2024. De la même façon que dans notre ouvrage, nous traitons les 20 arrondissements parisiens comme 20 communes distinctes. Par ailleurs, de la même façon que ce nous avons fait dans notre ouvrage pour les élections législatives et présidentielles de la période 1848-1988 (les numérisations officielles débutant en 1993 pour les législatives et en 1995 pour les présidentielles), il serait tout à fait envisageable à l'avenir de numériser à l'échelon communal les registres électoraux conservés aux Archives nationales pour les élections européennes de 1979, 1984 et 1989 (ce que nous n'avons pas tenté de faire dans le cadre de ce travail). Enfin, les résultats des élections européennes sont également disponibles à l'échelon du bureau de vote depuis le scrutin de 1999, mais de la même façon que dans notre ouvrage nous n'avons pas cherché à les exploiter, car les principales variables explicatives (revenu, capital immobilier, professions, diplômes, etc.) ne sont pas disponibles au niveau du bureau de vote pour l'ensemble du territoire et de la période étudiée.

récentes importantes, en particulier lors du scrutin européen de 2024. Tout d'abord, la chute du bloc libéral central à moins de 15% des voix lors du scrutin de 2024 confirme la fragilité du système de tripartition mise en avant dans notre ouvrage, en lien avec la base sociale très étroite et socialement très privilégiée de ce bloc électoral. On observe par ailleurs lors des élections européennes de 2024 un processus d'embourgeoisement du bloc national-libéral (RN, LR, Reconquête), ce qui conforte la possibilité d'une rebipolarisation droite-gauche opposant une nouvelle forme d'union des droites (bloc national-libéral RN-LR-Reconquête) et d'union des gauches (bloc social-écologique PS-PCF-LFI-EELV). On constate cependant un approfondissement du clivage territorial entre le bloc de droite et le bloc de gauche lors du scrutin européen de 2024. Sur la base de l'expérience historique du 20^e siècle, on peut considérer que le scénario de rebipolarisation gauche-droite ne pourra pleinement se réaliser que si le clivage social l'emporte beaucoup plus nettement sur le clivage territorial, ce qui exige que le bloc de gauche parvienne à reconquérir une proportion sensiblement plus importante de l'électorat populaire des bourgs et des villages.

La suite de cette étude est organisée de la façon suivante. Nous commençons par examiner la structure de la participation et des inégalités sociales aux élections européennes. Nous présentons ensuite l'évolution de la structure du vote pour les différents courants politiques lors des scrutins européens, avant d'analyser l'évolution des clivages territoriaux puis des clivages liés à la richesse.

2. Participation et inégalités sociales aux élections européennes, 1994-2024

La participation électorale observée lors des élections européennes en France est passée graduellement de 61% lors du scrutin initial de 1979 à 41% en 2009, avant de remonter régulièrement pour finalement atteindre 54% en 2024 (voir graphique 1). Si l'on se place dans une perspective historique et comparative, on constate que la participation aux élections européennes a toujours été relativement faible par comparaison aux autres types de scrutins, en particulier de 1979 à 2009. Lors des scrutins européens de 2019 et 2024, la participation a toutefois augmenté significativement, à rebours des évolutions observées pour les autres scrutins, à tel point que la participation européenne dépasse en 2019 et 2024 les niveaux constatés lors des législatives de 2022, des municipales de 2020 et des régionales de 2021 (voir graphique 2).

Même s'il s'agit toujours de niveaux de participation relativement modestes dans l'absolu, et en particulier très en deçà des niveaux d'environ 75-80% constatés lors des scrutins présidentiels, il n'en reste pas moins que ce rebond récent de la participation européenne est un phénomène intéressant. Son explication reste relativement incertaine. On peut évoquer les

changements de mode de scrutin. Les élections européennes se sont toujours faites à un tour et à la proportionnelle, mais sur la base de listes nationales de 1979 à 1999, puis de listes régionales en 2004, 2009 et 2014, et enfin de nouveau avec des listes nationales en 2019 et 2024. Il est possible que le retour aux listes nationales à partir de 2019 ait favorisé la politisation du scrutin et la participation. On notera toutefois que la baisse graduelle de la participation observée entre 1979 et 2009, et surtout entre 1994 et 2009, semble avoir été peu affectée par le passage aux listes régionales en 2004 (voir graphique 1). Une autre explication possible est que l'échelon européen est de plus en plus perçu comme un échelon politique pertinent, en particulier à la suite de la crise financière de 2008 et de l'interventionnisme croissant de la BCE à partir de 2012, puis de l'emprunt européen, du plan Covid et des discussions sur le Green New Deal à partir de 2020-2021.

Examinons maintenant l'évolution de la structure de la participation au niveau communal. Lors des élections de 1994, la participation moyenne était quasiment la même dans les communes riches et dans les communes pauvres (telles que définies par le revenu moyen communal).³ Puis le ratio de participation entre communes riches et pauvres s'est considérablement élargi au cours des trois décennies suivantes (voir graphique 3). On notera que ces inégalités de participation ont atteint un niveau maximal lors des européennes de 2009 et 2014 – quand le niveau moyen de participation était particulièrement faible –, et qu'elles se sont réduites en 2019 et 2024, tout en restant beaucoup plus fortes qu'en 1994.

Le second résultat important concernant la structure de la participation aux élections européennes est que la participation a toujours été plus forte dans les villages que dans les bourgs, banlieues et métropoles, avec en première approximation des écarts relativement stables entre 1994 et 2024 (voir graphique 4). Si l'on calcule le ratio de taux de participation entre les 50% de la population la plus rurale et la plus urbaine (définis comme les 50% de la population vivant dans les plus petites et les plus grandes agglomérations), ou bien entre les 20% de la population la plus rurale et la plus urbaine et ainsi de suite, alors on constate des ratios systématiquement supérieurs à un (indiquant des participations moyennes plus fortes dans les

³ De la même façon que dans notre ouvrage, les résultats obtenus sont similaires si l'on utilise d'autres critères de richesse comme la valeur moyenne des logements. Rappelons que le revenu moyen varie considérablement entre 36000 communes, d'environ 8000-9000 euros par an et par habitant (revenu fiscal figurant dans les déclarations de revenus, avant toute déduction, divisé par la population de la commune, y compris les enfants) au sein des communes les plus pauvres (comme Roubaix ou Clichy-sous-Bois) jusqu'à 110000 euros par an et par habitant au sein des communes les plus riches (comme le 7^e arrondissement de Paris). Les autres variables explicatives comme la profession et le diplôme jouent également un rôle significatif, mais l'impact de la richesse (revenu moyen ou valeur moyenne des logements) reste très important y compris après avoir pris en compte les effets de toutes les autres variables. Pour des raisons de place, nous nous concentrons dans cette étude sur la présentation des clivages liés à la richesse (revenu communal moyen) et au territoire (taille d'agglomération). Tous les codes informatiques et résultats détaillés prenant en compte les autres variables explicatives sont disponibles en ligne.

plus petites agglomérations) et relativement stables dans le temps (voir graphique 5).⁴ Il faut cependant noter, à l'intérieur de ces catégories de territoires, un élargissement important des écarts de participation entre communes riches et communes pauvres. C'est notamment le cas pour ce qui concerne les écarts de participation entre banlieues riches et banlieues pauvres, qui étaient relativement faibles en 1994 et qui ont atteint des niveaux extrêmement élevés en 2024 : les 10% des banlieues les plus riches ont une participation moyenne qui est désormais 1,52 fois plus élevée que celle des 10% des banlieues les plus pauvres (voir graphique 6).⁵

De façon générale, toutes ces évolutions concernant la structure de la participation aux élections européennes sont très proches de celles observées pour les scrutins législatifs et présidentiels. En particulier, on constate que les écarts de participation entre les 50% des communes les plus riches et les plus pauvres, ou entre les 10% des communes les plus riches et les plus pauvres, ont progressé de façon toute aussi spectaculaire au cours de la période 1994-2024 pour les élections européennes que pour les élections législatives (voir graphiques 7 et 8). Au final, les écarts de participation observés lors des derniers scrutins apparaissent comme les plus élevés constatés en France depuis deux siècles.

Comme nous l'avons analysé dans *Une histoire du conflit politique*, il est essentiel de ne pas prendre comme donné et de ne pas « naturaliser » ces écarts de vote entre communes riches et pauvres. Ces écarts n'ont pas toujours été présents, et ils allaient même dans le sens inverse des années 1960 aux années 1990 (les communes les plus pauvres votaient alors davantage que les communes les plus riches). Pour expliquer ces évolutions, nous proposons dans notre livre de mettre l'accent sur l'évolution de l'offre politique, et en l'occurrence le fait que les électeurs des territoires les plus pauvres se sont sentis de moins en moins pris en compte au cours des trente dernières années par comparaison aux électeurs des territoires les plus riches, ce qui n'était pas le cas auparavant. Les résultats présentés ici pour les élections européennes vont dans le même sens. Ils confirment la soudaineté des évolutions observées et suggèrent là encore de mettre l'accent sur la montée des sentiments d'abandon, en lien avec les transformations de l'offre politique et des dispositifs de mobilisation des électeurs.

3. Courants politiques et vote européen 1994-2024 : essor et déclin de la tripartition

Examinons maintenant l'évolution de la structure du vote pour les différents courants politiques. De la même façon que ce que nous avons fait dans notre ouvrage pour les élections

⁴ De la même façon que dans notre ouvrage, toutes les notions de déciles utilisées sur le graphique 5 prennent en compte la taille de la population des communes, afin d'assurer la comparabilité des résultats dans le temps. Par exemple, les « 50% des agglomérations les plus importantes » désignent en réalité les 50% de la population habitant dans les communes des agglomérations les plus importantes, et ainsi de suite.

⁵ Là encore, les « 10% des banlieues les plus riches » désignent en réalité les 10% de la population des banlieues habitant dans les communes de banlieues les plus riches. Nous omettons parfois cette précision par la suite.

législatives, nous avons classé les listes présentées aux élections européennes en « nuances politiques », avec en pratique entre 10 et 17 nuances politiques suivant les scrutins.⁶ Puis ces nuances politiques ont été classées en cinq grands courants politiques : gauche, centre-gauche, centre, centre-droit, droite (voir tableau 1). Le « bloc de gauche » regroupe la gauche et le centre-gauche, et le « bloc de droite » regroupe la droite et le centre-droit.

Si l'on analyse tout d'abord l'évolution de la répartition des voix en trois grands blocs (bloc de gauche, bloc du centre, bloc de droite), alors on constate de la même façon que pour les élections législatives une phase d'émergence graduelle d'un bloc du centre aux élections européennes entre 2004 et 2019, d'abord avec le Modem en 2009 et 2014 puis avec Renaissance en 2019, suivie d'une baisse très marquée lors des élections de 2024, avec une chute du bloc libéral central autour de 15% des voix (voir graphique 9). Si l'on rentre dans le détail, on constate une baisse significative du centre-gauche (PS, EELV, etc.) entre 2009 et 2024, principalement au bénéfice du centre, alors que les listes plus à gauche (PCF, FG, LFI, etc.) maintenaient leur score, tout en restant sensiblement au-dessous du centre-gauche (voir graphique 10). On observe par ailleurs une forte baisse du centre-droit (UMP, LR, etc.) entre 2009 et 2024, principalement au bénéfice des listes plus à droite (essentiellement le FN-RN, avec l'appui de DLF et plus récemment de Reconquête), qui dépassent désormais nettement le centre-droit (voir graphique 11).

4. Courants politiques et vote européen : le clivage territorial

Venons-en maintenant à l'analyse du clivage territorial lors des élections européennes. Pour étudier les clivages liés au territoire comme d'ailleurs ceux liés à la richesse, il est préférable de commencer par revenir aux nuances politiques élémentaires (et non pas aux blocs de gauche, du centre ou de droite), car c'est véritablement à ce niveau que se forment les mouvements politiques et les processus d'identification partisane.

Commençons avec les élections européennes de 1994. A l'exception de la liste LO, qui réalise de bien meilleurs scores dans les villages et les bourgs (une régularité que l'on retrouve pour la quasi-totalité des scrutins européens comme législatifs et présidentiels), on constate que les listes de gauche et écologistes réalisent quasi-systématiquement de meilleurs scores dans les banlieues et métropoles (voir graphique 12). De façon générale, l'ampleur des clivages territoriaux est cependant relativement réduite en 1994 par comparaison à ce que l'on va observer par la suite, en particulier lors des scrutins les plus récents. On notera aussi que le vote

⁶ Nous nous sommes fondés principalement sur les catégorisations du Ministère de l'intérieur, avec quelques corrections. Les classements en nuance sont quasi-évidents pour les scrutins sur les listes nationales, et parfois plus incertains pour les scrutins sur listes régionales. Voir l'annexe placée à la fin de cette étude et les codes informatiques disponibles en ligne pour tous les détails sur ces opérations de classement.

FN est en 1994 un vote urbain, sensiblement plus fort dans les banlieues et métropoles que dans les bourgs et villages. Ce n'est qu'à partir des européennes de 2004 et surtout 2009-2014 que le FN commencera à réaliser ses meilleurs scores dans les bourgs et les villages. Comme nous l'avons analysé dans notre ouvrage, nous retrouvons ce même retournement du vote FN lors des scrutins présidentiels et législatifs : depuis la première candidature de Jean-Marie Le Pen aux présidentielles de 1974 (ou même depuis la candidature en 1965 de Jean-Louis Tixier-Vignancour, dont le futur fondateur du FN en 1972 était directeur de campagne) jusqu'aux scrutins présidentiels et législatifs des années 1990, le vote FN est historiquement un vote urbain. Il ne devient rural que dans les années 2000 et 2010, essentiellement du fait que l'UMP parvient à absorber la fraction la plus urbaine de cet électorat en concurrençant le FN sur le terrain du discours identitaire anti-immigrés (en particulier sous la houlette de Nicolas Sarkozy).

Lors des élections européennes de 1999, le vote FN comme le vote MNR (Mouvement national républicain, dissidence du FN menée par Bruno Mégret) continuent de réaliser leurs meilleurs scores dans les banlieues et métropoles (voir graphique 13). Puis le retournement rural du vote FN commence à se faire sentir en 2004, et plus encore en 2009 et 2014 (voir graphiques 14, 15 et 16). Comme nous l'avons montré dans notre ouvrage (et nous retrouvons ce même résultat avec les votes aux élections européennes), le meilleur prédicteur du très fort vote FN observé dans les bourgs et les villages en 2009 et 2014 est le vote « non » au référendum européen de 2005. Il s'agit notamment d'électeurs ouvriers de petites villes ayant subi de plein fouet l'ouverture au commerce international, et qui pardonnent difficilement à l'UMP et à Nicolas Sarkozy d'avoir fait ratifier le traité d'Amsterdam par la voie parlementaire (quelle que soit par ailleurs la virulence de la rhétorique identitaire qu'il déploie pour tenter de faire oublier son attachement au libéralisme économique).

On observe dans le même temps que le vote pour les listes de gauche, en particulier les listes PS et EELV, devient de plus en plus urbain en 2009, 2014 et 2019 (voir graphiques 15, 16 et 17). Au sein de la gauche, il n'y a que les listes LO qui continuent élection après élection de réaliser leurs meilleurs scores dans les villages et les bourgs, et non dans les banlieues et les métropoles.⁷ Lors des élections européennes de 2024, on constate toutefois que ce profil LO semble s'étendre au vote PCF, qui pour la première fois de son histoire obtient ses meilleurs résultats dans les villages et les bourgs (voir graphique 18). Il ne s'agit toutefois que de petits scores au sein du bloc de gauche (voir tableau 1 pour un rappel des scores), et concernant les listes plus importantes (comme LFI, le PS ou EELV) les élections européennes de 2024 se caractérisent au contraire par un approfondissement du clivage territorial, au sens où le vote de

⁷ C'est parfois le cas pour d'autres listes à la gauche de la gauche comme le PT ou le NPA, mais de façon généralement moins systématique. Voir les résultats détaillés pour l'ensemble des petites listes dans l'annexe technique disponible en ligne.

gauche devient de plus en plus urbain et s'éloigne de plus en plus du vote de droite (tiré par le vote RN, toujours davantage rural et centré sur les petites villes).

De ce point de vue, l'évolution du profil territorial du vote LFI entre 2019 et 2024 est particulièrement spectaculaire. En 2019, la liste LFI réalisait certes de meilleurs scores dans les banlieues et métropoles que dans les bourgs et les villages, mais l'écart de vote était relativement faible : le score LFI était égal à 107% de sa moyenne nationale dans les métropoles, 101% dans les banlieues, contre 97% dans les bourgs et 99% dans les villages. Le profil territorial du vote LFI était alors beaucoup moins marqué que pour le vote PS ou EELV (voir graphique 17). Lors du scrutin de 2024, c'est tout l'inverse : le profil territorial du vote LFI est subitement devenu beaucoup plus marqué (et en l'occurrence beaucoup plus urbain) que celui du vote PS et EELV. Concrètement, en 2024, le score LFI est égal à 170% de sa moyenne nationale dans les métropoles, 141% dans les banlieues, contre 70% dans les bourgs et 51% dans les villages (voir graphique 18). Il paraît logique d'attribuer cette évolution (au moins en partie) à une stratégie de campagne mettant l'accent pour une large part sur les thèmes les plus porteurs dans une partie du monde urbain (en particulier en lien avec la guerre à Gaza), quitte à beaucoup moins parler des problématiques sociales et économiques permettant d'envisager de meilleurs scores au sein des bourgs et des villages (stratégie qui n'a par ailleurs rien d'évident en soit, mais peut mériter d'être tentée). Quoi qu'il en soit, ces évolutions très rapides confirment l'importance de l'offre politique et des processus de mobilisation électorale pour rendre compte de l'évolution de la structure du vote.

Au total, si l'on examine la structure du vote obtenu par les trois principaux blocs (gauche, centre et droite), on constate un approfondissement important du clivage territorial entre 2019 et 2024 (voir graphiques 19 et 20). Une autre façon de mesurer l'ampleur de la fracture territoriale et son évolution consiste à calculer le ratio entre le vote à gauche au sein des 50% de la population la plus urbaine et la plus rurale (au sens de la taille d'agglomération). En 1994, ce ratio était égal à 1,05. Autrement dit, la moitié la plus urbaine du pays votait certes plus à gauche que la moitié la plus rurale, mais l'écart était somme toute assez réduit. Ce ratio est passé à 1,17 en 2019 et surtout 1,40 en 2024. Il s'agit là d'une fracture territoriale d'une ampleur considérable, qui ne concerne pas seulement les franges les plus urbaines ou les plus rurales du pays (comme les 20% ou les 10% les plus urbains ou les plus ruraux), mais de très larges pans de la population (voir graphique 21).

Si l'on replace maintenant cette fracture territoriale dans une perspective historique longue, alors on constate qu'elle atteint désormais une ampleur inédite depuis l'entre-deux-guerres et la fin du 19^e siècle (voir graphiques 22 et 23). On notera aussi que cette fracture territoriale s'est certes approfondie entre les législatives de 2022 et les européennes de 2024, mais que cette

transformation doit être replacée dans une évolution longue, qui peut certes être accélérée conjonctuellement par des événements extérieurs et des choix stratégiques spécifiques (comme ceux liés à l'actualité internationale récente), mais dont les ressorts profonds doivent être cherchés dans des processus plus structurels. Comme nous avons tenté de l'analyser dans notre *Histoire du conflit politique*, le très fort clivage territorial observé à la fin du 19^e siècle renvoie notamment au fait que le monde ouvrier urbain et le monde paysan rural ont alors des aspirations extrêmement différentes sur le plan socio-économique, et que les partis ouvriers et socialistes ont tendance à concentrer leurs discours sur le monde industriel et urbain. Le clivage territorial va s'abaisser une première fois autour de 1900-1910, en lien avec l'alliance développée de facto entre les radicaux-socialistes et les socialistes pour rapprocher les électeurs populaires ruraux et urbains, par exemple avec le développement des services publics scolaires, des infrastructures de transport ou de la loi sur les retraites ouvrières et paysannes. Le clivage territorial s'élargit de nouveau dans l'entre-deux-guerres, en lien avec le fait que la révolution bolchévique et le durcissement idéologique des partis marxistes (PCF et SFIO) créent de nouvelles barrières avec le monde rural, si bien que les radicaux-socialistes se retrouvent plus que jamais écartelés entre la gauche et la droite. Ce n'est finalement que dans l'après-guerre que le clivage territorial se réduira à des niveaux très faibles pour plusieurs décennies, permettant au clivage social de l'emporter durablement sur le clivage territorial et à la bipolarisation gauche-droite de se développer. Le programme du CNR, le développement de la Sécurité sociale et des services publics et la reconstruction du pays rapprochent les électeurs populaires urbains et ruraux. A l'inverse, le nouveau clivage territorial et géo-social qui s'amplifie à partir des années 1990 doit être relié à des différences d'aspirations socio-économiques concernant l'accès aux nouveaux services publics (hôpitaux, enseignement secondaire et supérieur), au logement et aux infrastructures de transport, ainsi qu'au processus de désindustrialisation en cours (le monde des petites villes et des villages conservant désormais un emploi ouvrier plus important que le monde des employés précarisés des grandes agglomérations, tout aussi populaire mais moins soumis à la concurrence internationale). En tout état de cause, l'analyse des résultats des élections européennes de 2024 montre que cette fracture territoriale est loin d'être comblée et continue en réalité de s'élargir.

5. Courants politiques et vote européen : le clivage lié à la richesse

Analysons maintenant l'évolution du clivage lié à la richesse lors des élections européennes. Lors du scrutin de 1994, on constate que le vote pour les listes de droite RPR-UDF et MPF croît fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition. A l'inverse, le vote pour les listes de gauche, en particulier pour LO, le PCF et le MRG, décroît nettement avec la richesse (voir graphique 24). On notera que la liste MRG – dirigée cette année-là par Bernard Tapie et qui parvient à faire jeu égal avec la liste PS menée par Michel Rocard –

rassemble un électorat sensiblement plus populaire que cette dernière, notamment dans les banlieues populaires. De façon plus structurelle, on remarquera également que si les élections européennes de 1994 se caractérisent par des profils gauche-droite relativement classiques dans leurs grandes lignes (les votes de droite ont un profil croissant avec la richesse alors que les votes de gauche ont un profil décroissant, avec des différences particulièrement marquées au sommet de la répartition), plusieurs « anomalies » appelées à jouer un rôle important par la suite sont d’ores et déjà bien présentes. A droite, le vote FN a un profil légèrement décroissant avec la richesse, de façon certes toujours moins marquée que les votes les plus à gauche (cela demeurera le cas jusqu’à nos jours), mais avec néanmoins une différence claire avec tous les autres votes de droite, qui se caractérisent historiquement et sur la longue durée par le fait de croître avec la richesse, en particulier au sommet de la répartition. A gauche, au-delà des difficultés conjoncturelles rencontrées par le vote PS, on constate que le vote écologique se caractérise structurellement par un profil de vote croissant avec la richesse, sauf au niveau des 5% des communes les plus riches. Nous retrouvons ici avec les élections européennes un résultat déjà constaté dans notre ouvrage avec les scrutins législatifs et présidentiels, depuis le vote René Dumont en 1974 jusqu’au vote Yannick Jadot en 2022. Cela traduit une difficulté structurelle et persistante du discours écologique à intégrer la dimension de la classe sociale, des inégalités et de la redistribution dans son socle programmatique.

Ces mêmes régularités se retrouvent lors des élections européennes de 1999, 2004, 2009, 2014 et 2019 (voir graphiques 25, 26, 27, 28 et 29). On notera également que le bloc du centre, qui émerge lors des européennes de 2009 et 2014 avec le Modem et surtout lors des européennes de 2019 avec la liste Renaissance, se caractérise par des profils de vote très fortement croissants avec la richesse, et plus fortement croissants encore que les votes de droite lors des élections précédentes. On notera aussi que le vote UMP puis LR tend également à devenir de plus pentu et clivé vis-à-vis de la richesse au cours du temps, à mesure que le FN-RN capte une part de plus en plus importante du vote moins aisé de l’électorat des bourgs et des villages, sans doute déçu par le libéralisme économique. Au total, si l’on examine la structure du clivage lié à la richesse dans le cadre du système de tripartition qui émerge lors des européennes de 2019, on constate que le bloc libéral central a un profil de vote très fortement croissant avec la richesse, alors que le bloc de gauche a un profil nettement décroissant (surtout au sommet de la répartition) et le bloc de droite un profil relativement plat (voir graphique 30). Ce dernier point est particulièrement frappant. Le bloc de droite (RN, LR, DLF), que l’on peut qualifier de « national-libéral »,⁸ rassemble en effet des courants politiques aux profils sociaux et aux bases

⁸ Dans notre ouvrage de 2023, nous avons qualifié ce bloc de « national-patriote », tout en insistant sur le potentiel d’évolution vers un bloc « national-libéral ». Compte tenu des composantes libérales importantes présents dès le début au sein de ce bloc, et de son évolution programmatique et stratégique récente vers une ligne nationale-libérale, il nous semble plus adapté de le qualifier désormais de « national-libéral ». Par définition, ces appellations doivent être utilisées de façon flexible et évolutive.

programmatiques extrêmement différents. En particulier, le vote LR est très fortement croissant avec la richesse, alors que le vote RN (plus important numériquement) est légèrement décroissant, si bien que l'agrégation de ces différents votes aboutit en 2019 à un profil quasi-plat (voir graphique 31). Si ces contradictions en termes d'aspirations et de bases programmatiques laissent ouvertes plusieurs trajectoires d'évolutions possibles en cas d'arrivée de ce bloc au pouvoir, nous insistons dans notre ouvrage sur le fait qu'une évolution de type nationale-libérale était sans doute la plus probable.

Les évolutions constatées entre 2019 et 2024 semblent aller dans cette direction (voir graphiques 32, 33 et 34). D'une part, le profil de vote LR est devenu encore plus fortement croissant avec la richesse, et ce trait a été accentué par l'arrivée du vote Reconquête, au profil nettement plus bourgeois que le vote DLF antérieur. D'autre part, le profil du vote RN est lui-même devenu moins nettement décroissant avec la richesse. Par exemple, le vote RN au sein des 1% des communes les plus riches se situait en 2019 à 60% de son score moyen national, alors qu'il atteint 75% de son score moyen national lors des élections européennes de 2024.

Il est intéressant de noter que ce processus d'embourgeoisement du bloc national-libéral observé à partir des données électorales communales se retrouve également dans les enquêtes post-électorales menées au niveau individuel. D'après l'enquête IPSOS conduite auprès d'un échantillon national représentatif de 8923 personnes à l'occasion des européennes de 2024, la liste RN réalise quasiment le même score dans les différentes tranches de revenus : 32% parmi les foyers dont le revenu est inférieur à 1250€ par mois, 35% entre 1250€ et 2000€, 31% entre 2000€ et 3000€ par mois, 30% au-delà de 3000€ (pour une moyenne nationale de 31,4%).⁹ Dans les enquêtes similaires menées lors des présidentielles et des législatives de 2022, le vote RN diminuait beaucoup plus nettement au niveau des plus hauts revenus.¹⁰ On constate également que le vote LR-Reconquête apparaît en 2024 très fortement croissant avec le revenu, avec une pente particulièrement forte, si bien que le bloc national-libéral dans son ensemble a en 2024 un profil de vote nettement croissant avec le revenu, à l'inverse du bloc de gauche.¹¹

⁹ Voir IPSOS, *Sociologie des électors et profil des abstentionnistes*, Elections européennes du 9 juin 2024, p.9.

¹⁰ Lors du premier tour de la présidentielle de 2022, la candidate RN obtient 31% des voix parmi les foyers dont le revenu est inférieur à 1250€ par mois, 26% entre 1250€ et 2000€, 27% entre 2000€ et 3000€ par mois, 19% au-delà de 3000€ (pour une moyenne nationale de 23,6% dans l'enquête). Lors du premier tour des législatives de 2022, les candidats RN obtiennent 21% des voix parmi les foyers dont le revenu est inférieur à 1250€ par mois, 23% entre 1250€ et 2000€, 21% entre 2000€ et 3000€ par mois, 15% au-delà de 3000€ (pour une moyenne nationale de 18,9% dans l'enquête). Voir IPSOS, *Sociologie des électors et profil des abstentionnistes*, *Election présidentielle du 10 avril 2022*, p.8 ; *Elections législatives du 12 juin 2022*, p.8.

¹¹ Toujours d'après l'enquête IPSOS 2024, le vote LR-Reconquête passe de 8% au-dessous de 1250€ à 14% au-dessus de 3000€ (pour une moyenne de 12,7%), le vote Ensemble passe de 7% au-dessous de 1250€ à 16% au-dessus de 3000€ (pour une moyenne de 14,6%), alors que le vote pour les listes de gauche (PCF-LFI-PS-EELV) passe de 38% au-dessous de 1250€ à 31% au-dessus de 3000€ (pour une moyenne de 31,6%).

Ce processus d'embourgeoisement du bloc national-libéral (RN, LR, Reconquête) conforte objectivement la possibilité d'une rebipolarisation droite-gauche opposant une nouvelle forme d'union des droites (bloc national-libéral RN-LR-Reconquête) et d'union des gauches (bloc social-écologique PS-PCF-LFI-EELV). On notera toutefois les contradictions qui continuent d'animer le bloc de gauche. Au-delà de la fracture territoriale, on remarquera en particulier que le profil de vote pour la liste PS-Place Publique en 2024 s'apparente au profil écologique historique (croissant avec la richesse, sauf au niveau des 5% des communes les plus riches), ce qui peut contribuer à alimenter des tensions pour un bloc de gauche uni autour d'un électorat principalement populaire. Concluons en notant que le bloc de gauche réalise lors des européennes de 2024 des scores particulièrement élevés parmi les plus jeunes, ce qui peut renforcer les chances d'une trajectoire future de rebipolarisation gauche-droite, en fonction notamment des niveaux de mobilisation électorale à venir.¹²

6. Conclusions et perspectives

Pour résumer, les résultats de cette étude montrent qu'un processus de rebipolarisation gauche-droite et de sortie de la tripartition est bien en cours, mais que ce processus a toutes les chances de s'étaler sur des périodes relativement longues. L'embourgeoisement du bloc national-libéral et la stratégie d'alliance RN-LR-Reconquête qui se dessine contribuent certes à l'accélération du processus de rebipolarisation gauche-droite. Mais l'approfondissement du clivage territorial produit des effets allant potentiellement en sens inverse. Sur la base de l'expérience historique du 20^e siècle, on peut considérer que le scénario de rebipolarisation gauche-droite ne pourra pleinement se réaliser que si le clivage social l'emporte beaucoup plus nettement sur le clivage territorial, ce qui exige que le bloc de gauche parvienne à reconquérir une proportion sensiblement plus importante qu'actuellement de l'électorat populaire des bourgs et des villages.

En tout état de cause, les résultats présentés dans cette étude confirment l'importance des stratégies des acteurs et des processus de mobilisation électorale. Les scénarios d'évolution ne sont pas écrits à l'avance : plusieurs trajectoires sont toujours possibles. Seuls les prochains scrutins nationaux, législatifs et présidentiels, permettront de trancher ces incertitudes et de poursuivre les processus de recomposition politique actuellement à l'œuvre.

¹² Toujours d'après l'enquête IPSOS 2024, le vote pour les listes de gauche (PCF-LFI-PS-EELV) atteint 51% parmi les 18-24 ans (contre 25% pour le vote RN) et 44% parmi les 25-34 ans (contre 30% pour le vote RN). Voir IPSOS, *Sociologie des électors et profil des abstentionnistes*, Elections européennes du 9 juin 2024, p.5.

Annexe. Données électorales utilisées

Les données utilisées sont issues des fichiers diffusés par le Ministère de l'intérieur (également disponibles sur data.gouv.fr) au niveau des communes (1994-1999-2004-2009-2014-2019-2024). Les données existent aussi au niveau des bureaux de vote à partir des élections européennes de 1999 mais n'ont pas été utilisées ici.¹³ Le scrutin se fait sur listes nationales en 1994, 1999, 2019 et 2024, et sur listes régionales en 2004, 2009 et 2014. Pour les scrutins de 1994, 1999, 2019 et 2024, nous avons utilisé directement les scores obtenus par les listes nationales (en regroupant les plus petites listes en « divers »). Pour les scrutins de 2004, 2009 et 2014, nous avons regroupé les différentes listes régionales en nuances politiques sur la base notamment des étiquettes politiques établies par le Ministère de l'intérieur. Tous les détails sont indiqués dans les codes informatiques, les fichiers de données et l'annexe technique disponibles en ligne (voir le répertoire [CagePiketty2024Europennes.zip](#)), qui permettent de reproduire l'ensemble des résultats présentés dans cette étude.

Liste des nuances politiques utilisées

1994 : **LO** (liste Lutte ouvrière), **PT** (liste Parti des travailleurs) **PCF** (liste Parti communiste français), **PS** (liste Parti socialiste), **MDC** (liste Mouvement des citoyens), **MRG** (liste Mouvement des radicaux de gauche), **VE** (listes Union écologique-Les Verts), **GE** (liste Génération écologie), **UDFR** (liste Union pour la démocratie française/Rassemblement pour la République), **MPF** (liste Mouvement pour la France), **FN** (liste Front national), **CNPT** (liste Chasse, pêche, nature et tradition), **DIV** (autres listes)

1999 : **LO** (liste Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire, etc.), **PCF** (liste Parti communiste français), **PS** (liste Parti socialiste), **VE** (listes Les Verts), **MEI** (liste Mouvement écologique indépendant), **UDF** (liste Union pour la démocratie française), **RPR** (liste Rassemblement pour la République, Démocratie libérale, etc.), **DVD** (liste divers droite : Rassemblement pour la France, Mouvement pour la France, etc.), **FN** (liste Front national), **MNR** (liste Mouvement national républicain), **CNPT** (liste Chasse, pêche, nature et tradition), **DIV** (autres listes)

2004 : **LO** (listes Lutte ouvrière, Ligue communiste révolutionnaire, etc.), **PCF** (listes Parti communiste français), **PS** (listes Parti socialiste), **VE** (listes Les Verts), **UDF** (listes Union pour la démocratie française), **UMP** (listes Union pour un mouvement populaire), **DVD** (listes divers

¹³ Les principales variables explicatives (en particulier la richesse, telle que mesurée par le revenu moyen ou la valeur moyenne des logements) ne sont malheureusement pas disponibles au niveau des bureaux de vote pour l'ensemble du territoire et des élections, d'où notre focalisation sur les communes.

droite : Mouvement pour la France, Rassemblement pour la France, etc.), **FN** (listes Front national), **CNPT** (listes Chasse, pêche, nature et tradition), **REG** (listes régionalistes), **DIV** (autres listes)

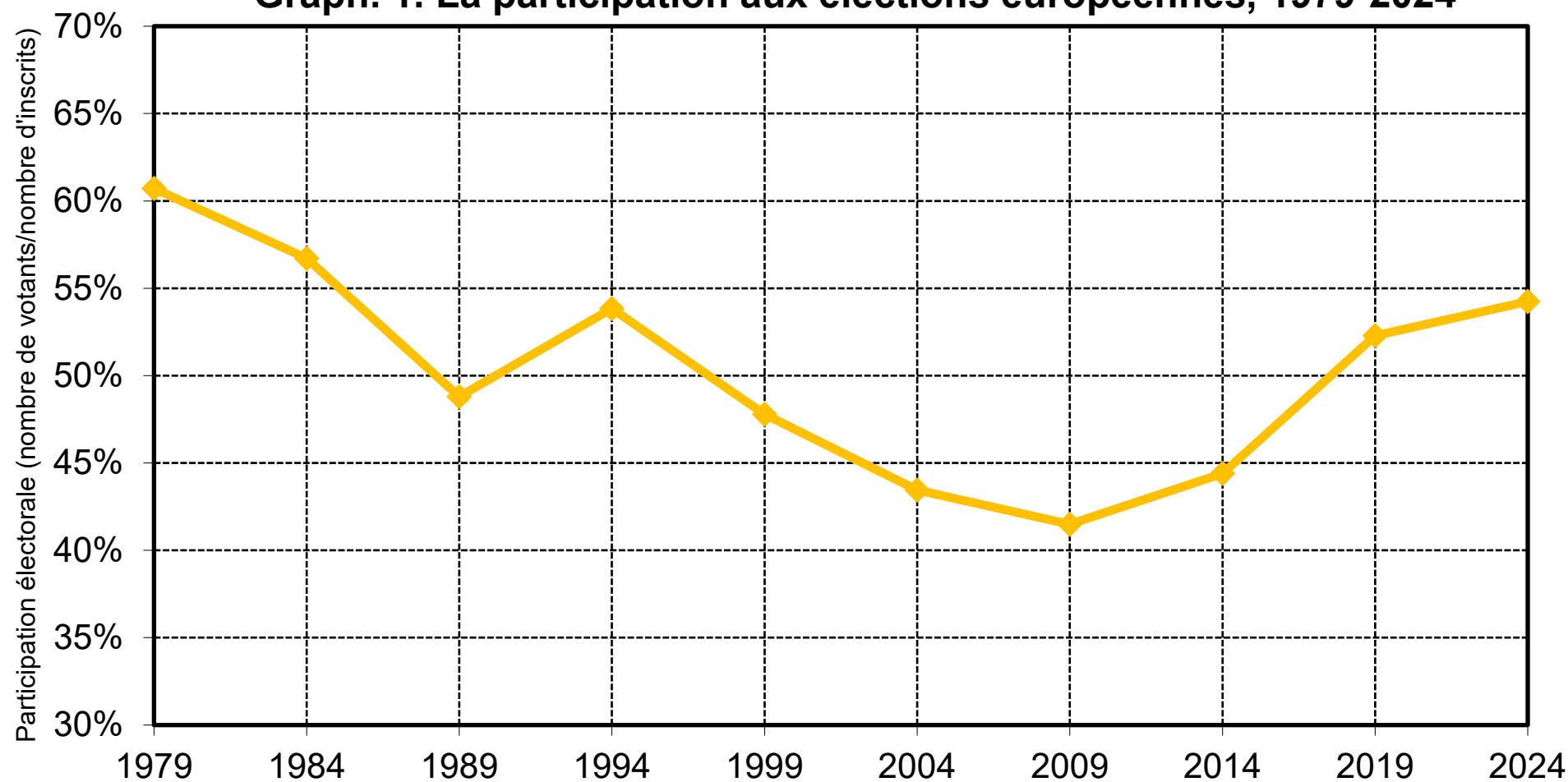
2009 : **LO** (listes Lutte ouvrière, Nouveau parti anticapitaliste, etc.), **FG** (listes Front de gauche : PCF, PG, etc.), **PS** (listes Parti socialiste, Parti radical de gauche, etc.), **DVG** (listes divers gauche), **EE** (listes Europe-Écologie les Verts), **MDM** (listes Modem), **UMP** (listes Union pour un mouvement populaire, Majorité présidentielle, etc.), **DVD** (listes divers droite : Mouvement pour la France, Debout la République, etc.), **FN** (listes Front national), **REG** (listes régionalistes), **DIV** (autres listes)

2014 : **LO** (listes Lutte ouvrière, Nouveau parti anticapitaliste, etc.), **FG** (listes Front de gauche : PCF, PG, etc.), **PS** (listes Union de la gauche : Parti socialiste, Parti radical de gauche, etc.), **DVG** (listes divers gauche : Nouvelle donne, etc.), **EE** (listes Europe-Écologie les Verts), **MDM** (listes Modem, Union du centre, Union des démocrates et indépendants, etc.), **UMP** (listes Union pour un mouvement populaire), **DVD** (listes divers droite : Debout la République, etc.), **FN** (listes Front national), **DIV** (autres listes)

2019 : **LO** (liste Lutte ouvrière), **PCF** (liste Parti communiste), **LFI** (liste La France insoumise), **GE** (liste Générations), **PS** (liste Parti socialiste-Place Publique), **EE** (liste Europe-Écologie les Verts), **ECO** (liste Urgence écologique-Génération écologie), **REN** (liste Renaissance : LREM, Modem, etc.), **UDI** (liste Union des démocrates et indépendants), **LR** (liste Les républicains), **DLF** (liste Debout la France), **FRE** (liste Frexit), **RN** (liste Rassemblement national), **JAU** (liste Alliance jaune), **PAT** (liste Patriotes-Gilets jaunes), **ANI** (liste Parti animaliste), **DIV** (autres listes)

2024 : **LO** (liste Lutte ouvrière), **NPA** (Nouveau parti anti-capitaliste), **PCF** (liste Parti communiste), **LFI** (liste La France insoumise), **PS** (liste Parti socialiste-Place Publique), **EE** (liste Europe-Écologie les Verts), **ECO** (liste Écologie au centre), **ENS** (liste Ensemble : LREM, Horizons, Modem, etc.), **LR** (liste Les républicains), **FRE** (liste Frexit), **RN** (liste Rassemblement national), **REC** (Reconquête), **AR** (liste Alliance rurale), **ANI** (liste Parti animaliste), **DIV** (autres listes)

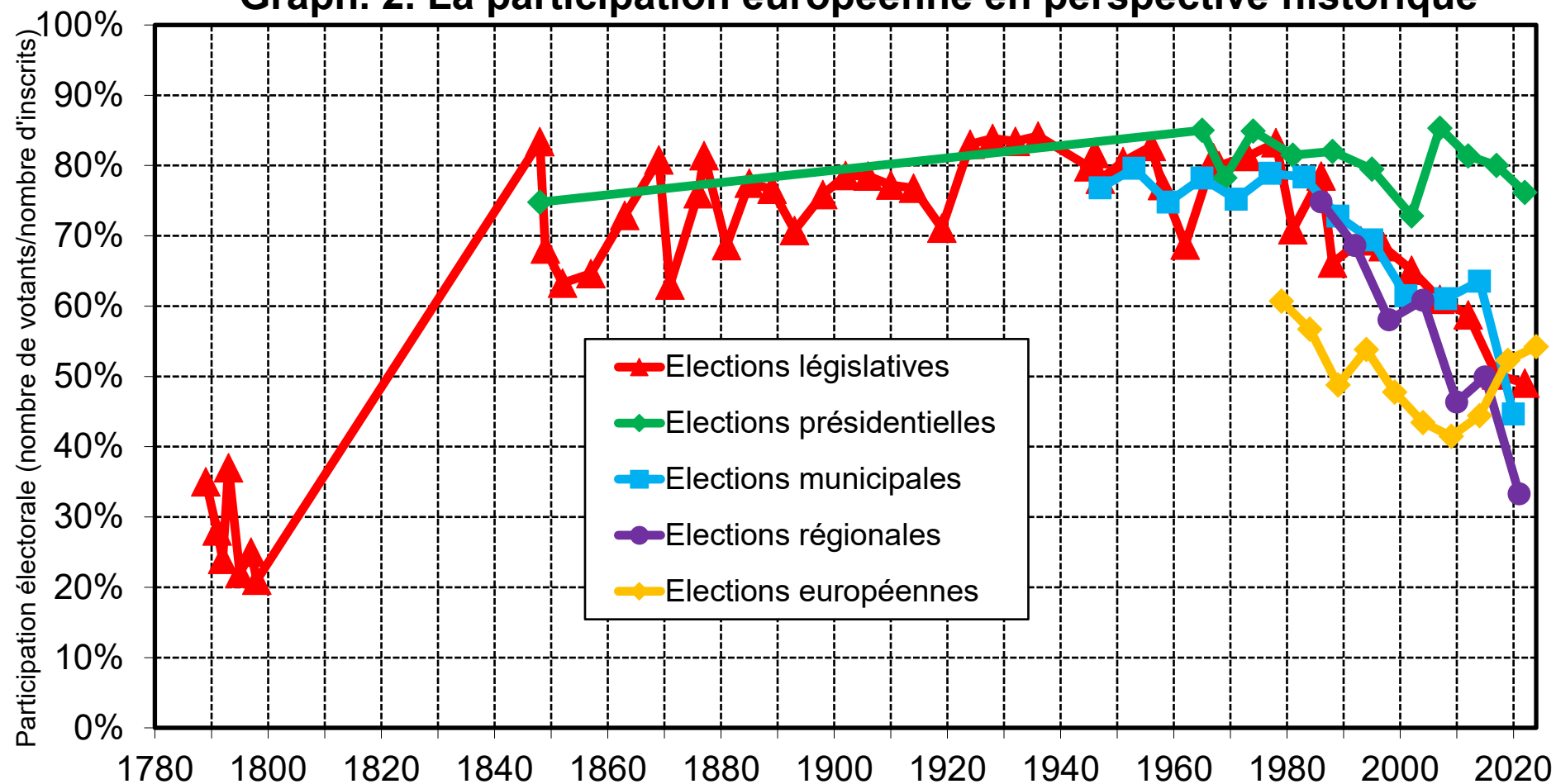
Graph. 1. La participation aux élections européennes, 1979-2024



Lecture. La participation aux élections européennes est passée de 61% en 1979 à 41% en 2009, avant de remonter à 54% en 2024.

Note. La participation indiquée ici est celle observée en France métropolitaine. De la même façon, tous les résultats électoraux à l'échelon communal analysés dans cette étude portent exclusivement sur la France métropolitaine. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

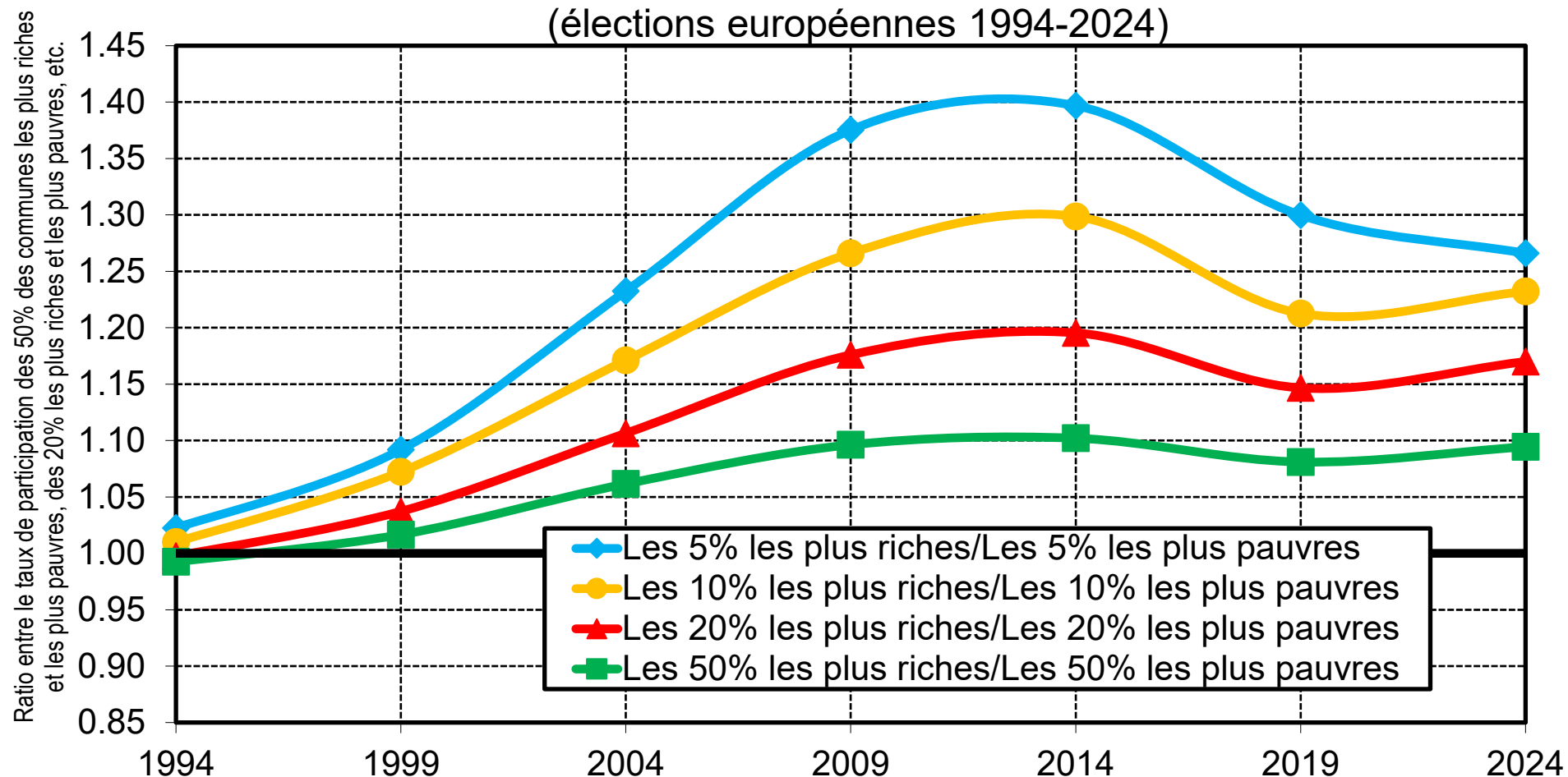
Graph. 2. La participation européenne en perspective historique



Lecture. La participation aux élections européennes a toujours été relativement faible depuis leur introduction en 1979, en particulier par comparaison à la participation présidentielle. Lors des scrutins européens de 2019 et 2024, la participation a toutefois dépassée celle observée lors des législatives de 2022, des municipales de 2020 et des régionales de 2021.

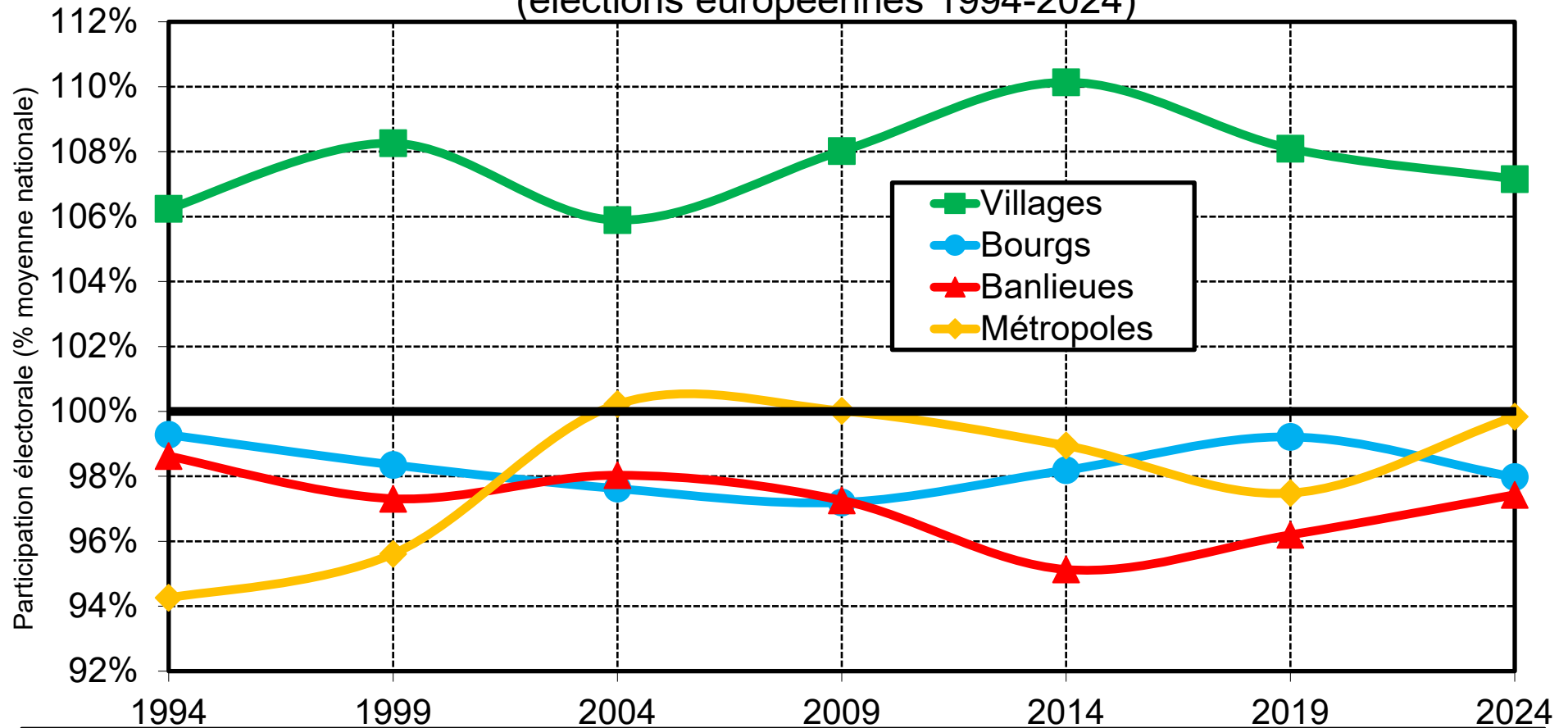
Note. La participation indiquée ici est toujours celle observée en France métropolitaine au 1^{er} tour. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 3. Ecart de participation: communes riches et pauvres
(élections européennes 1994-2024)



Lecture. Lors des élections européennes de 1994, la participation était quasiment la même dans les communes riches et dans les communes pauvres (telles que définies par le revenu moyen par habitant). En 2024, la participation est 1,27 fois plus élevée au sein des 5% des communes les plus riches qu'au sein des 5% les plus pauvres. L'écart de participation entre communes riches et pauvres était encore plus élevé en 2009 et 2014, lorsque la participation moyenne était à son plus bas niveau. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

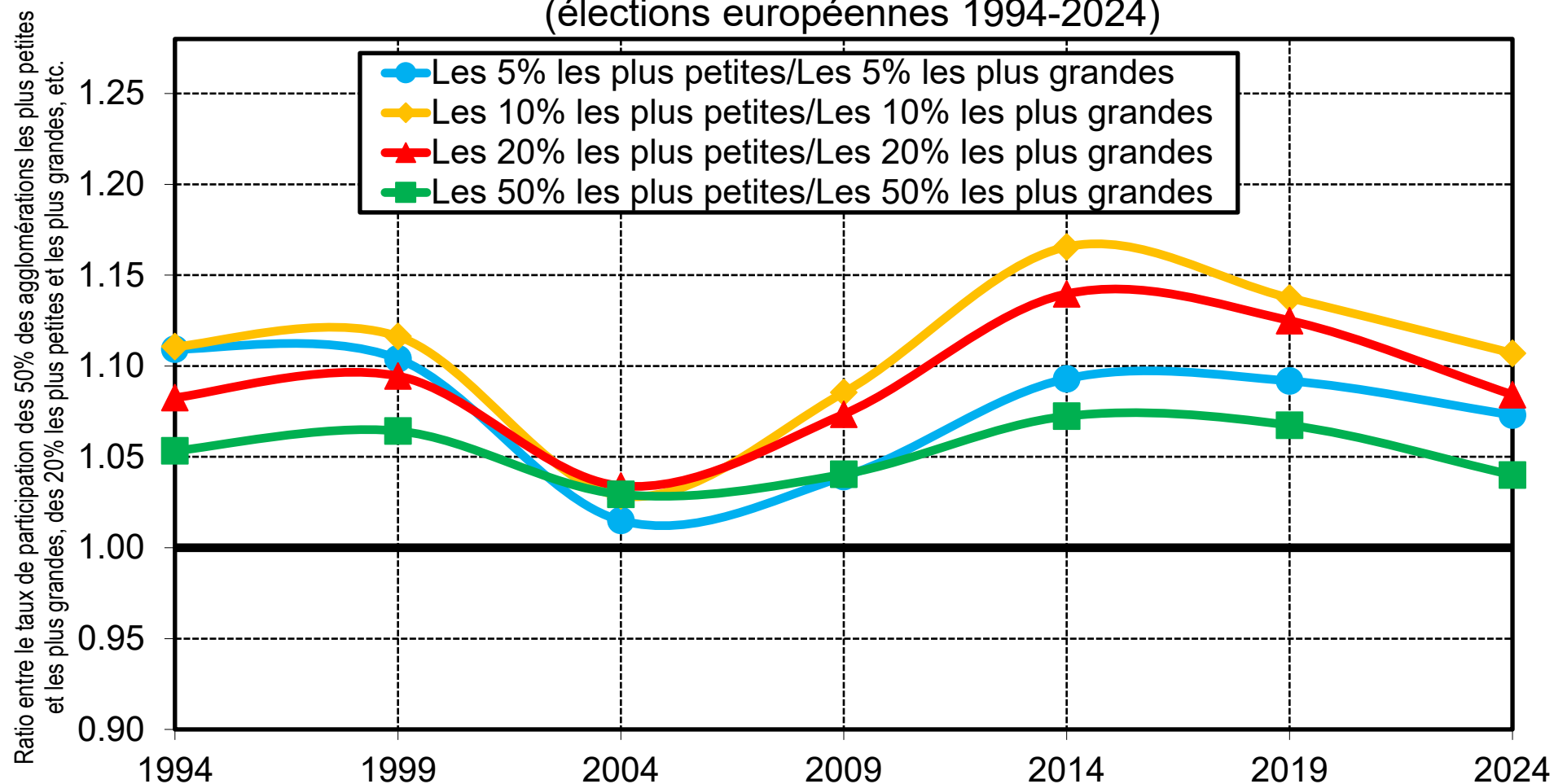
Graph. 4. Les écarts de participation entre territoires
(élections européennes 1994-2024)



Lecture. Des élections européennes de 1994 à celles de 2024, la participation a toujours été plus forte dans les villages et plus réduite dans les bourgs, les métropoles et les banlieues.

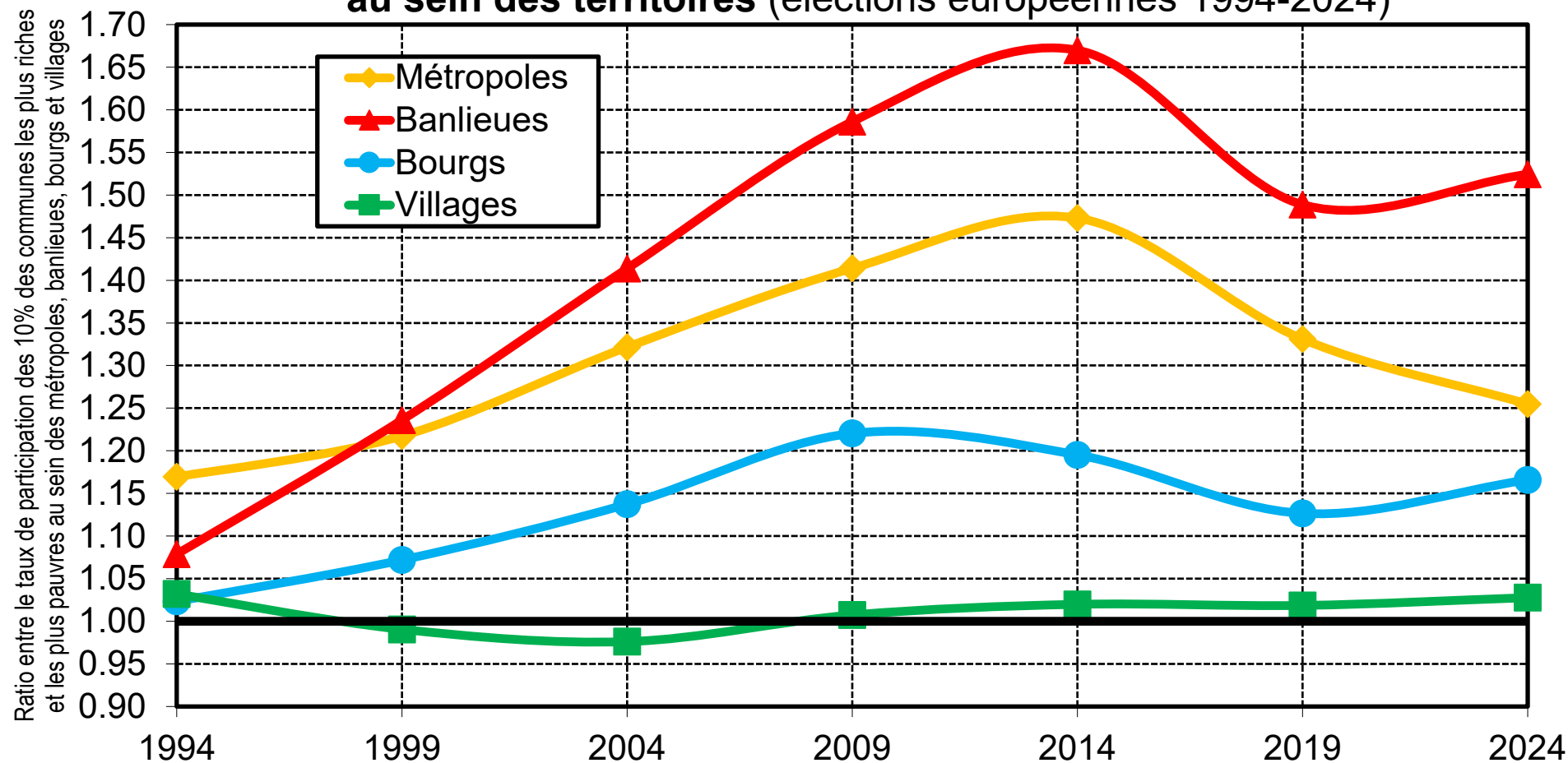
Note : les villages sont définis ici comme les communes des agglomérations de moins de 2000h (19% de la population en 2024), les bourgs comme les communes de agglomérations de 2000h à 100 000h (34%), les métropoles comme les communes principales des agglomérations de plus de 100 000h (16%) et les banlieues comme les communes secondaires des agglomérations de plus de 100000h (31%). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 5. Ecart de participation suivant la taille d'agglomération
(élections européennes 1994-2024)



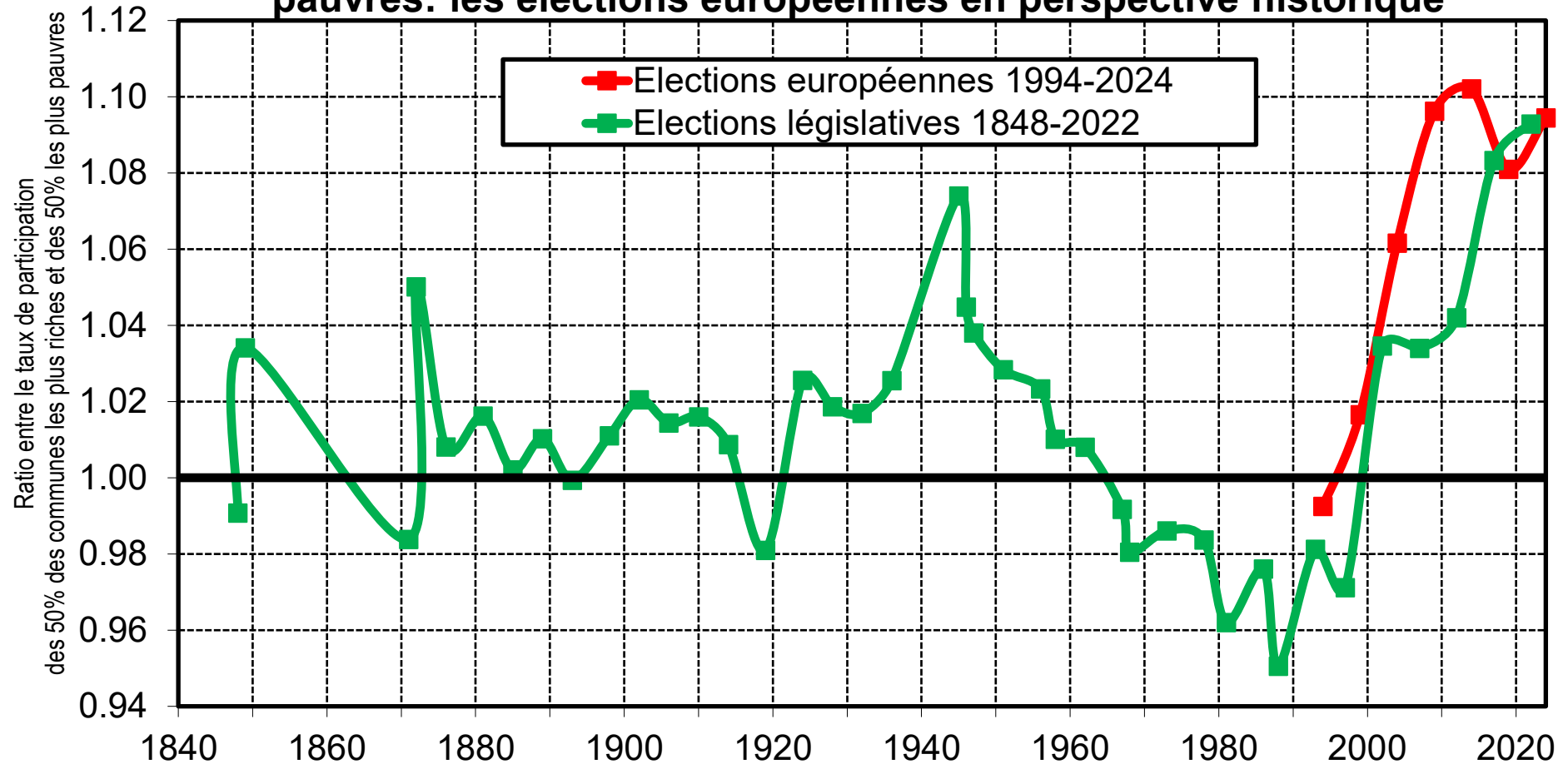
Lecture. Des élections européennes de 1994 à celles de 2024, la participation a toujours été en moyenne plus forte dans les petites agglomérations que dans les grands agglomérations. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 6. L'envolée des écarts de participation au sein des territoires (élections européennes 1994-2024)



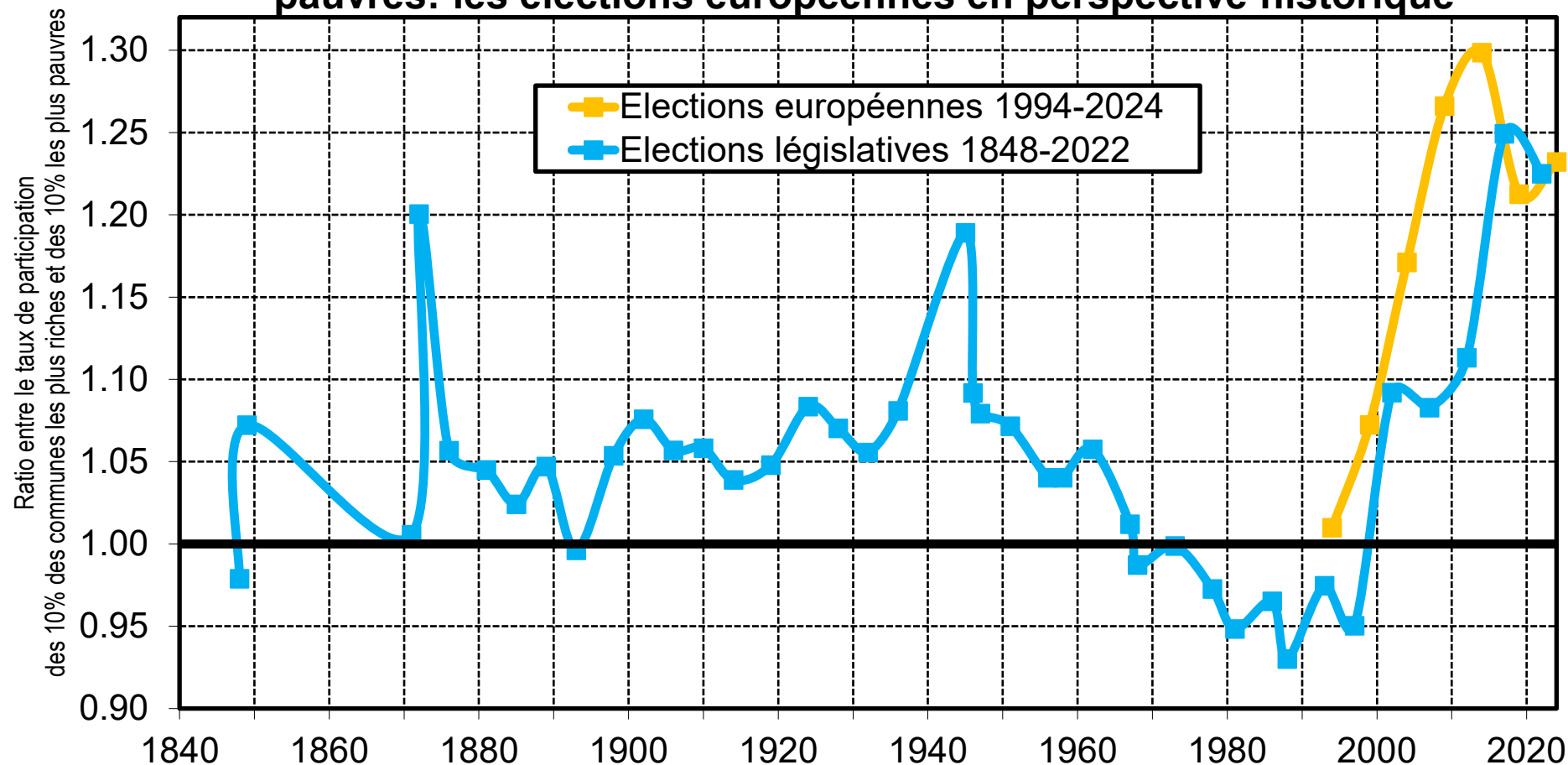
Lecture. Des élections européennes de 1994 à celles de 2024, l'évolution la plus spectaculaire concerne l'envolée des écarts de participation au sein des territoires. En 2024, la participation est 1,52 fois plus élevée au sein des 10% des banlieues les plus riches qu'au sein des 10% des banlieues les plus pauvres (à comparer à un ratio de seulement 1,08 en 1994). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 7. Ecarts de participation entre communes riches et pauvres: les élections européennes en perspective historique



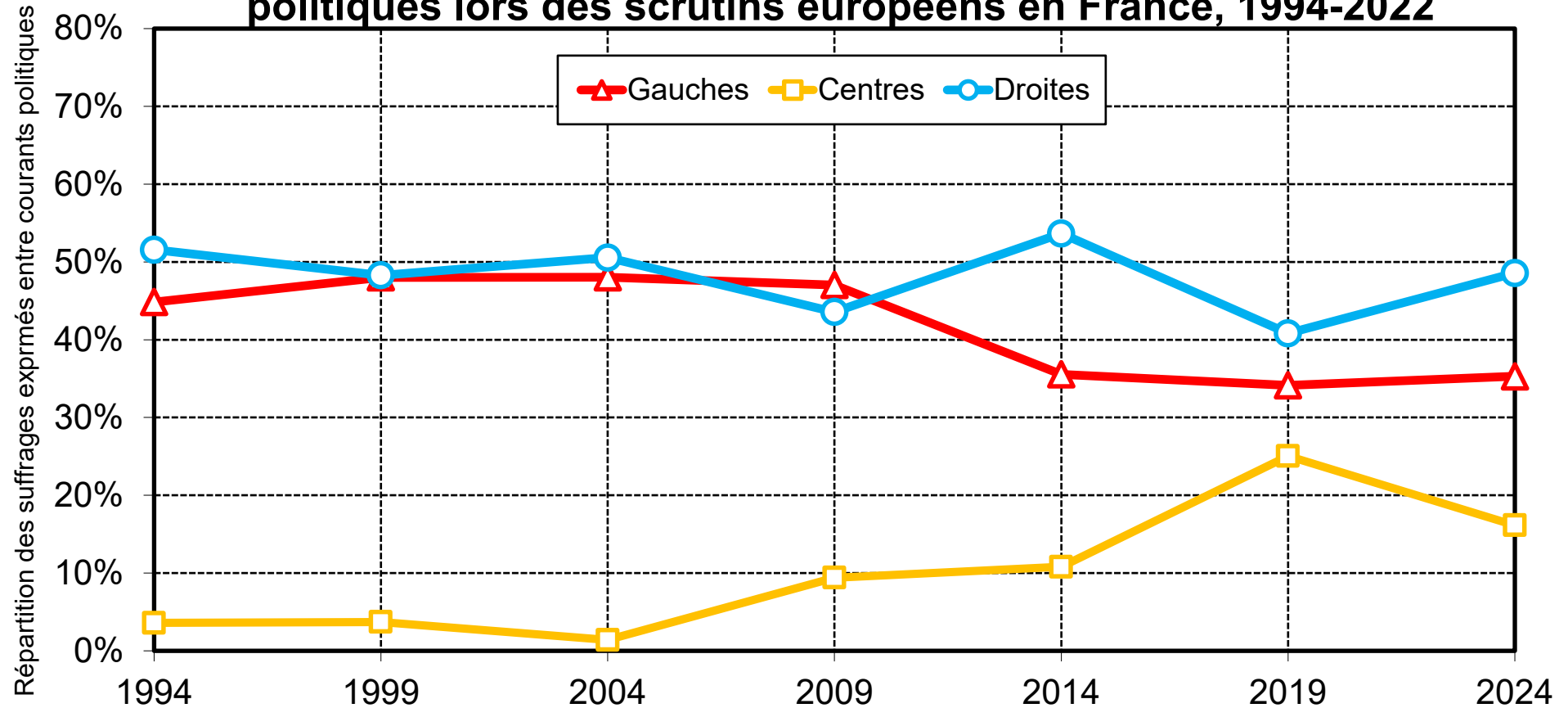
Lecture. Des élections européennes de 1994 à celles de 2024, les écarts de participation entre communes riches et pauvres ont fortement progressé, dans des proportions voisines à celles observées aux élections législatives. Ces écarts de participation se situent au cours des dernières élections au niveau le plus élevé jamais observé depuis deux siècles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 8. Ecart de participation entre communes riches et pauvres: les élections européennes en perspective historique



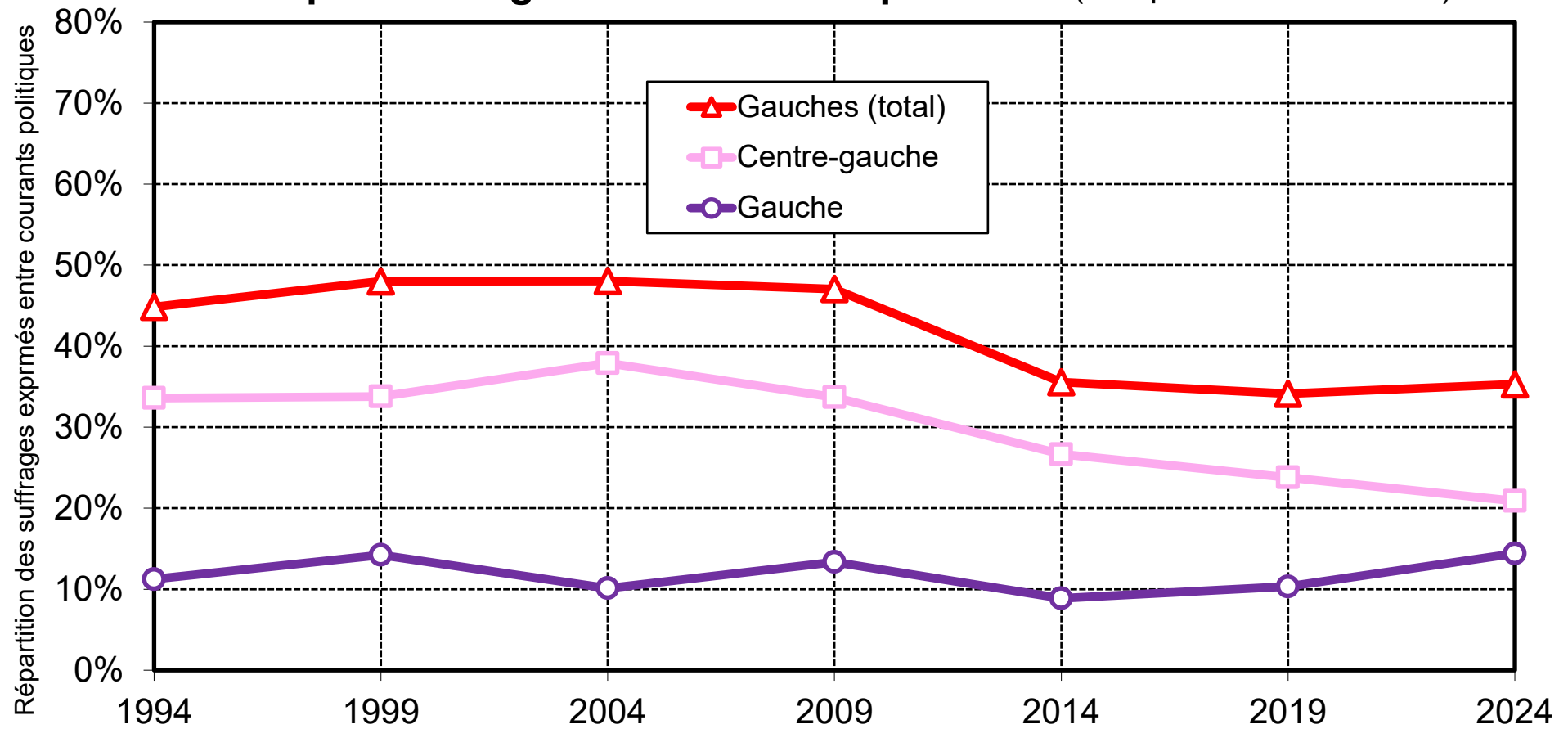
Lecture. Des élections européennes de 1994 à celles de 2024, les écarts de participation entre communes riches et pauvres ont fortement progressé, dans des proportions voisines à celles observées aux élections législatives. Ces écarts de participation se situent au cours des dernières élections au niveau le plus élevé jamais observé depuis deux siècles. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 9. Essor et déclin de la tripartition: les courants politiques lors des scrutins européens en France, 1994-2022



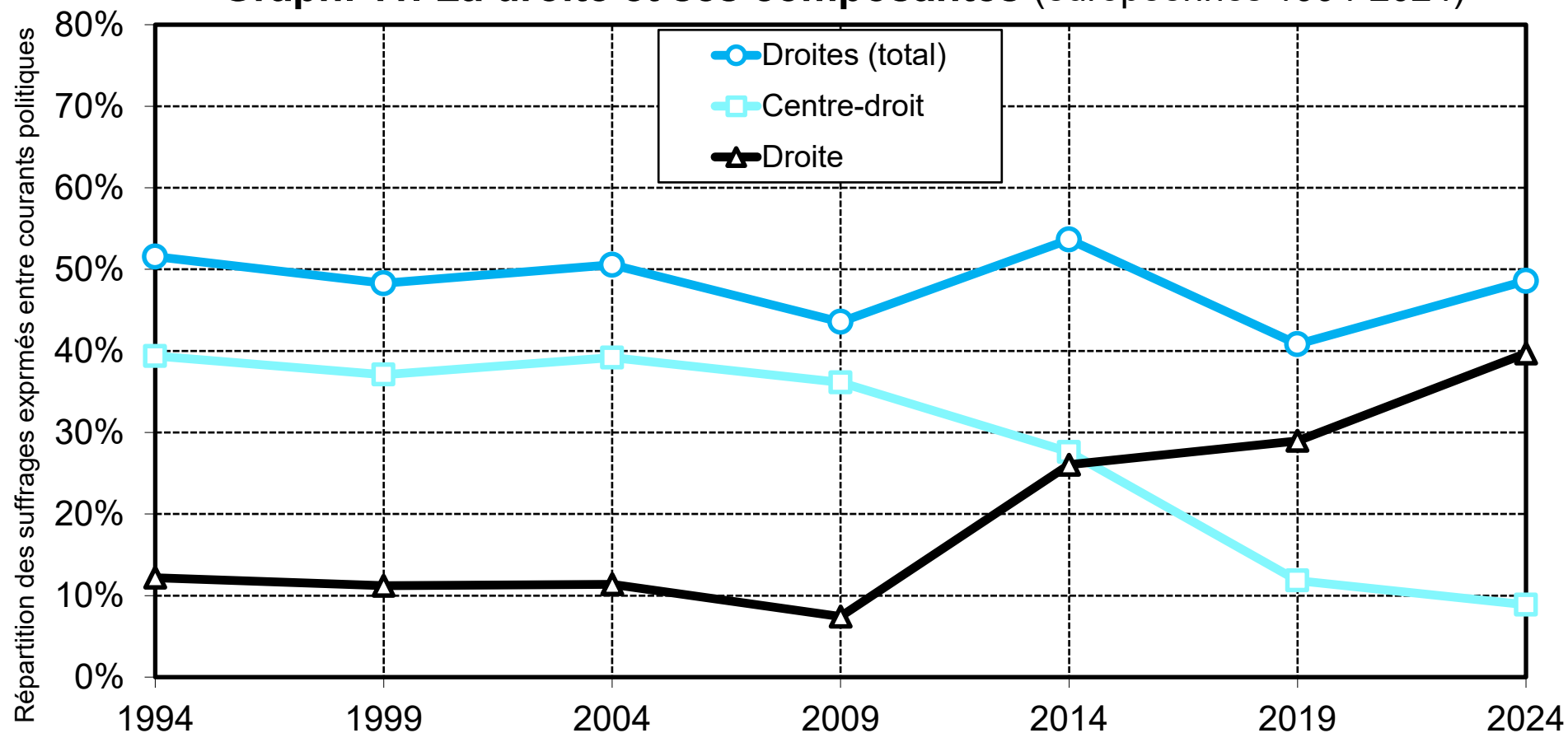
Lecture. Des élections européennes de 1994 à celles de 2024, les listes classées à gauche incluent celles du PCF, PS, LFI, EELV, MRG, etc. Les listes classées à droite incluent celles du RPR, UDF, UMP, LR, MPF, DLF, FN, RN, Reconquête, etc. Les listes classées au centre incluent celles du Modem, LREM, Renaissance, Ensemble, UDI, etc. On constate une progression importante du bloc du centre entre 2004 et 2019, suivie par une forte baisse en 2024, au bénéfice principalement du bloc de droite. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

Graph. 10. La gauche et ses composantes (européennes 1994-2024)



Lecture. Pour toutes les élections européennes de 1994 à 2024, les listes ont été classées en gauche, centre-gauche, centre, centre-droit et droite. Le bloc de gauche rassemble la gauche et le centre-gauche, et le bloc de droite la droite et le centre-droit. La gauche inclut les listes PCF, LFI, LO, NPA, etc., et le centre-gauche les listes PS, EELV, MRG, etc. On constate une baisse significative du centre-gauche entre 2004 et 2024 (principalement au bénéfice du centre). Voir tableau 1 pour le détail des listes. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 11. La droite et ses composantes (européennes 1994-2024)



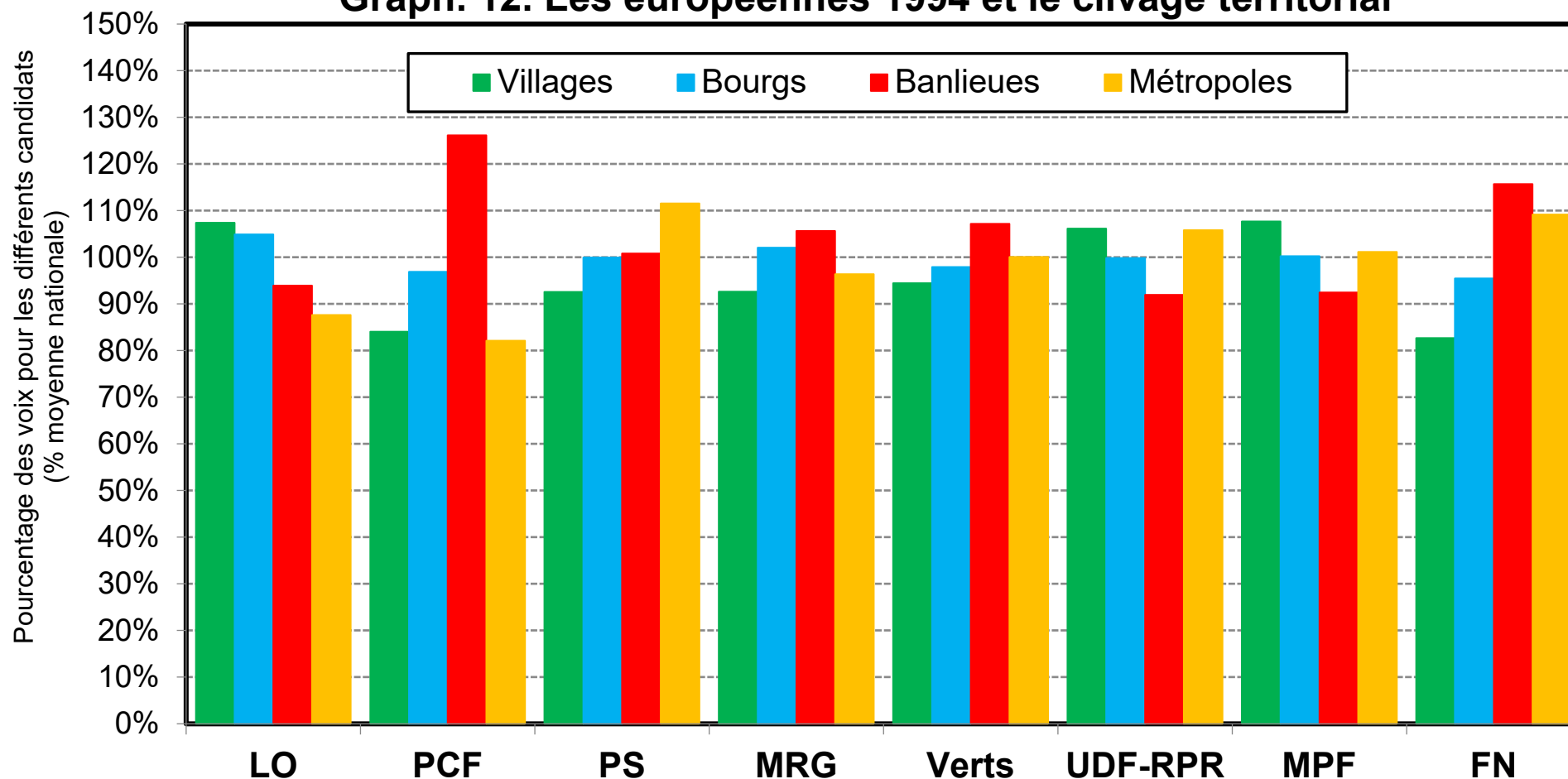
Lecture. Pour toutes les élections européennes de 1994 à 2024, les listes ont été classées en gauche, centre-gauche, centre, centre-droit et droite. Le bloc de gauche rassemble la gauche et le centre-gauche, et le bloc de droite la droite et le centre-droit. La droite inclut les listes FN, RN, DLF, Reconquête, etc., et le centre-droit les listes RPR, UDF, UMP, LR, etc. On constate une baisse significative du centre-droit entre 2004 et 2024 (principalement au bénéfice de la droite). Voir tableau 1 pour le détail des listes. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Tableau 1. Nuances politiques utilisées pour les élections européennes, 1994-2024

Elections européennes	LO	PT	PCF	PS	MDC	MRG	VE	GE	UDF-RPR	MPF	FN	CPNT	DIV					Total	G	CG	C	CD	D	GCG	C	DCD	TG	TD
Elections européennes 1994	1 2%	1 0%	1 7%	2 14%	2 3%	2 12%	2 3%	3 2%	4 25%	4 12%	5 11%	0 4%	0 4%					100.0%	1 11%	2 34%	3 4%	4 39%	5 12%	45%	4 4%	52%	47%	53%
Elections européennes 1999	1 5%	1 7%	2 22%	2 10%	3 2%	4 9%	4 13%	4 13%	5 6%	5 3%	0 7%	0 4%						100.0%	1 14%	2 34%	3 4%	4 37%	5 11%	48%	4 4%	48%	50%	50%
Elections européennes 2004	1 3%	1 5%	2 29%	2 7%	4 12%	4 16%	4 9%	5 10%	0 2%	0 0%	0 5%							100.0%	1 10%	2 38%	3 1%	4 39%	5 11%	48%	1 1%	51%	49%	51%
Elections européennes 2009	1 6%	1 6%	2 16%	2 0%	2 16%	3 8%	4 28%	4 7%	5 6%	0 0%	0 5%							100.0%	1 13%	2 34%	3 9%	4 36%	5 7%	47%	9 9%	44%	52%	48%
Elections européennes 2014	1 2%	1 6%	2 14%	2 3%	2 9%	3 10%	4 21%	4 6%	5 25%	0 4%								100.0%	1 9%	2 27%	3 11%	4 28%	5 26%	36%	11 11%	54%	41%	59%
Elections européennes 2019	1 1%	1 3%	1 6%	2 3%	2 6%	2 13%	3 2%	3 22%	4 2%	4 8%	5 4%	5 1%	5 23%	0 1%	0 1%	0 2%	0 1%	100.0%	1 10%	2 24%	3 25%	4 12%	5 29%	34%	25 25%	41%	47%	53%
Elections européennes 2024	1 0%	1 0%	1 2%	1 10%	2 14%	2 5%	0 1%	3 15%	4 7%	5 1%	5 32%	5 5%	0 2%	0 2%	0 2%			100.0%	1 14%	2 21%	3 16%	4 9%	5 40%	35%	16 16%	49%	43%	57%

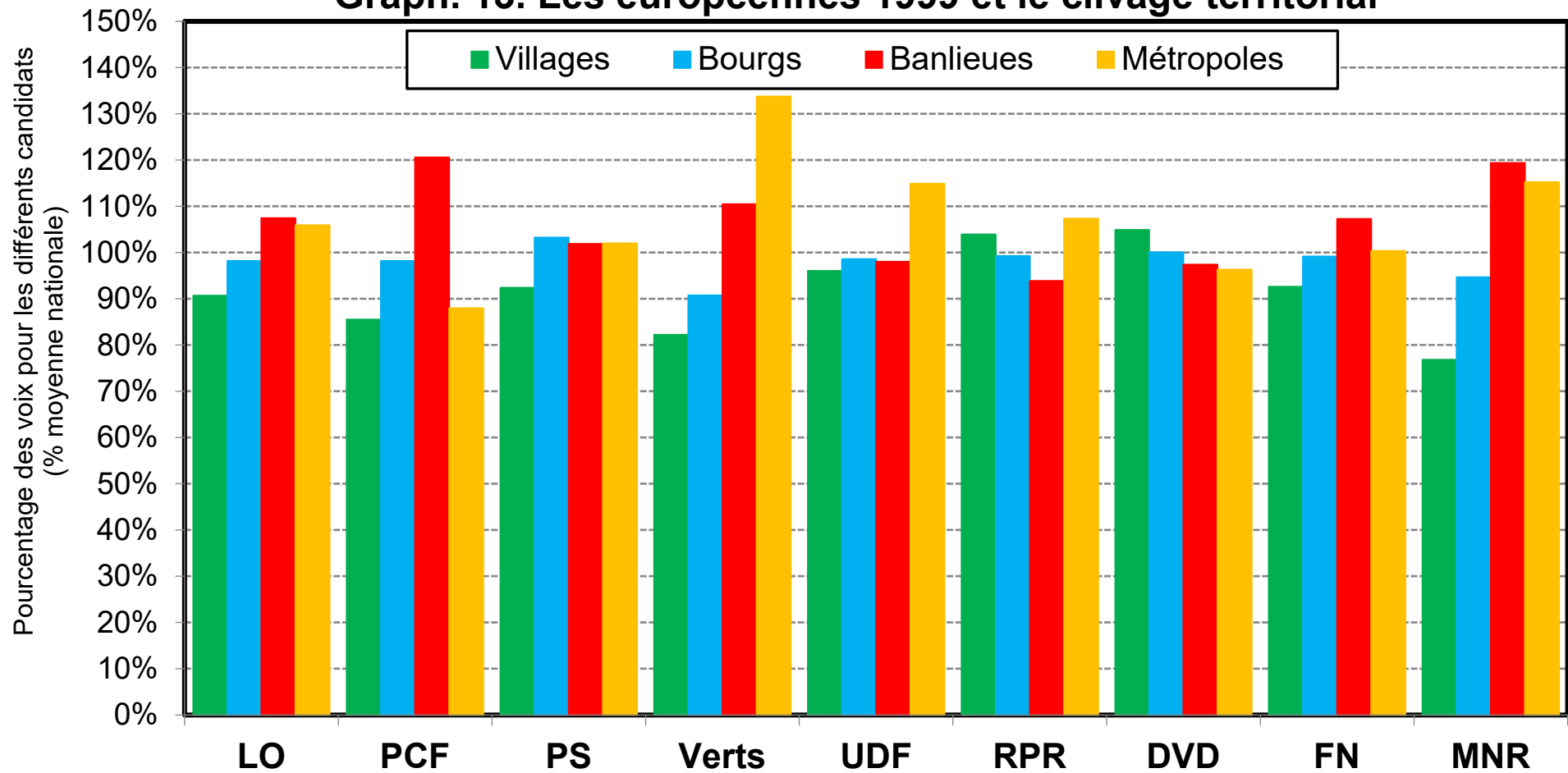
Lecture. Ce tableau indique les nuances politiques utilisées dans cette recherche pour classer les listes et la répartition des suffrages exprimés lors des scrutins européens (entre 10 et 17 nuances politiques suivant les élections). Ces différentes nuances sont étudiées en tant que telles pour chaque élection. Afin d'effectuer des comparaisons temporelles, elles ont également été classées en 5 tendances allant de gauche à droite: 1 (gauche G), 2 (centre-gauche CG), 3 (centre C), 4 (centre-droit CD), 5 (droite D). Les voix des partis inclassables ont été mis en 0 et réparties également entre les 5 tendances. Par construction $G+CG+C+CD+D=100\%$. Par définition $GCG=G+CG$ et $DCD=D+CD$, si bien que $GCG+C+DCD=100\%$. Le total des voix de gauche ($TG=GCG+0,5xC$) a été obtenu en additionnant les voix classées en gauche et centre-gauche et la moitié des voix classées au centre; et de même pour le total des voix de droite ($TD=DCD+0,5xC$). Par construction $TG+TD=100\%$ **Sources et données:** voir www.unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 12. Les européennes 1994 et le clivage territorial



Lecture. Lors des élections européennes de 1994, la liste LO a fait ses meilleurs scores dans les villages, la liste PCF dans les banlieues et la liste FN dans les banlieues et métropoles. Ce n'est qu'à partir des européennes de 2004 et surtout 2009-2014 que la liste FN réalisera ses meilleurs scores dans les bourgs et les villages. De façon générale, les clivages territoriaux observés en 1994 sont d'une ampleur relativement faible par rapport ceux constatés en 2019-2024. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

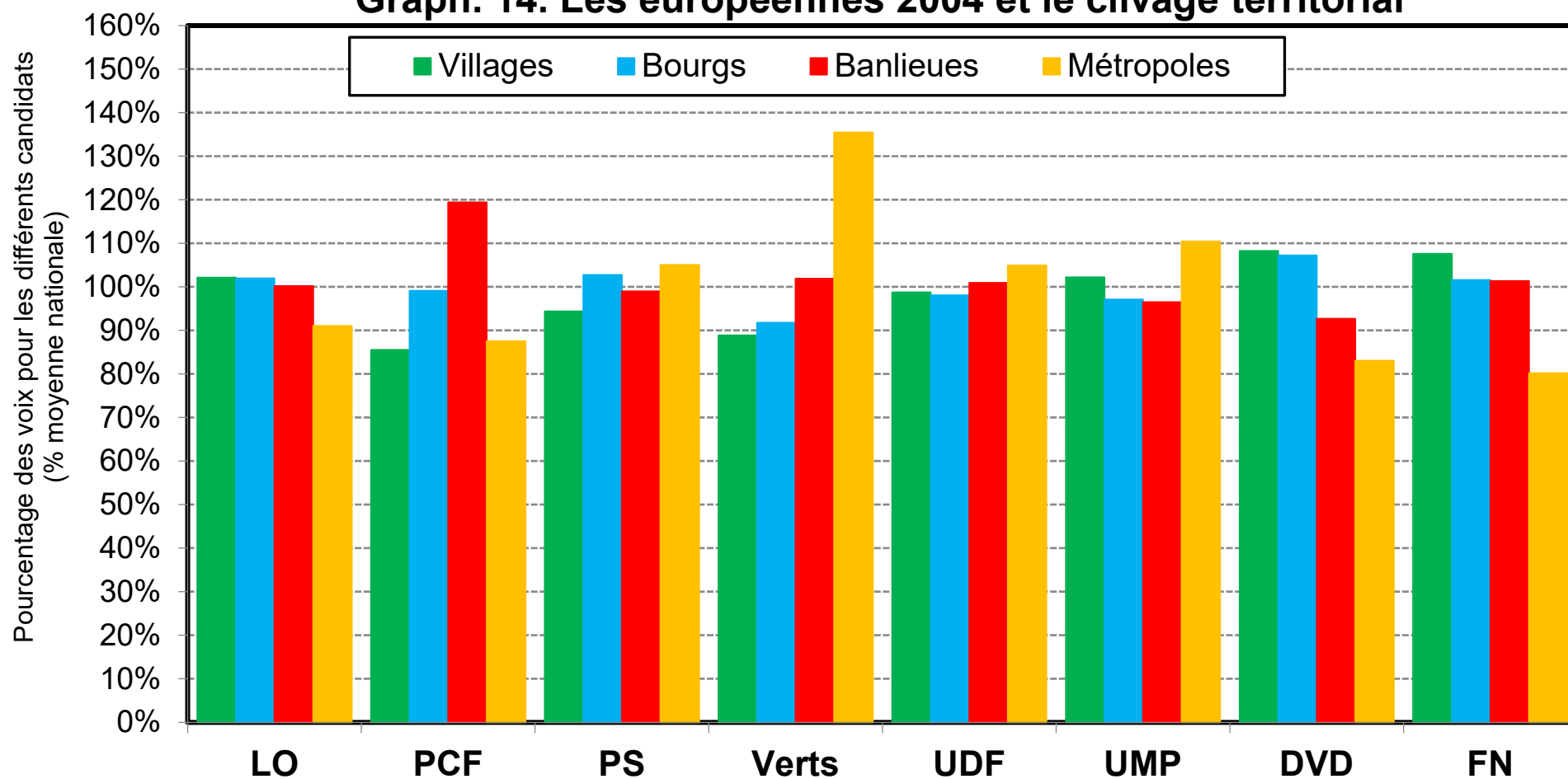
Graph. 13. Les européennes 1999 et le clivage territorial



Lecture. Lors des élections européennes de 1999, les listes présentées par le FN et le MNR (Mouvement national républicain, dissidence FN) réalisent toujours des meilleurs scores dans les banlieues et métropoles que dans les bourgs et les villages.

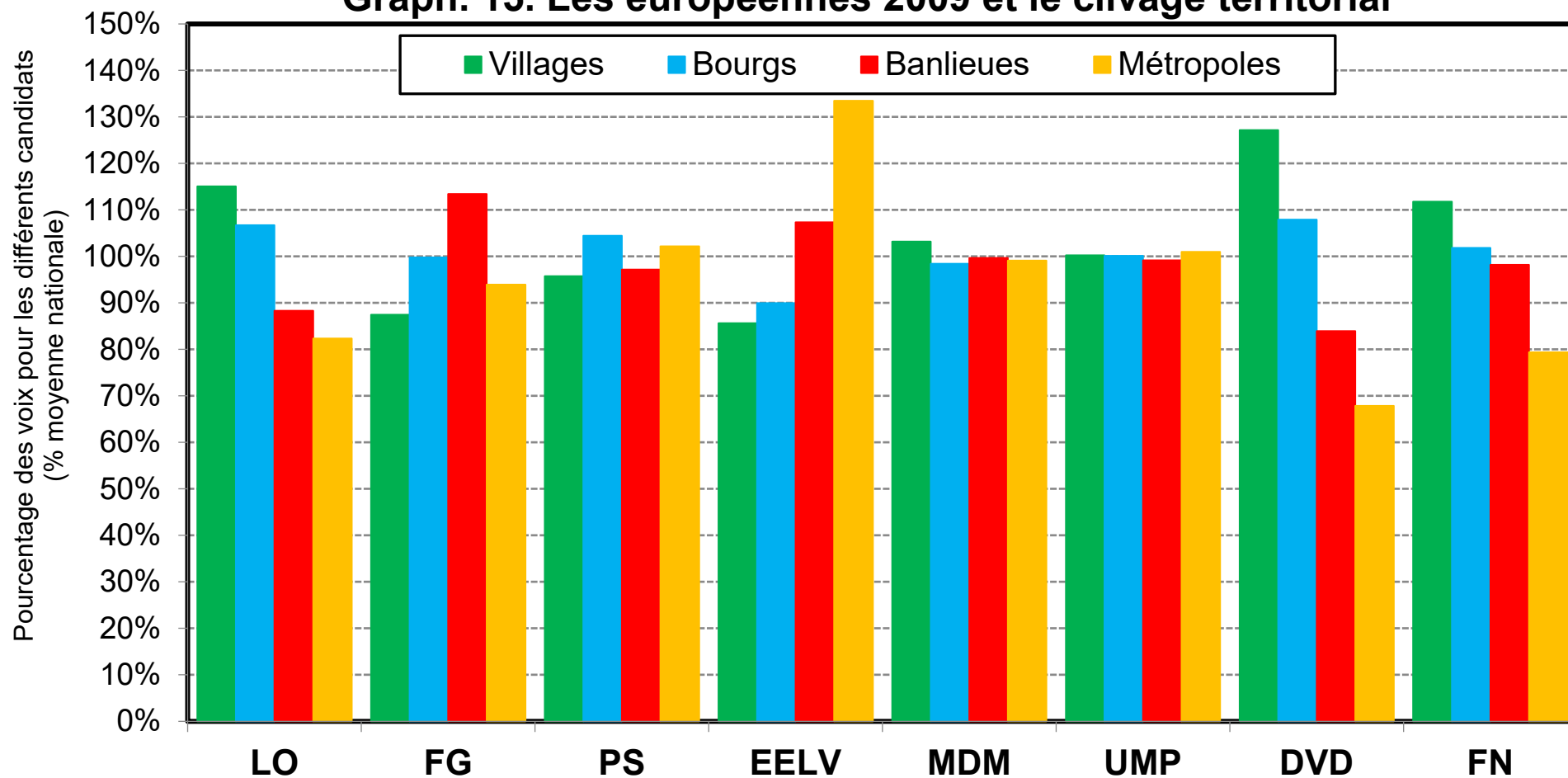
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 14. Les européennes 2004 et le clivage territorial



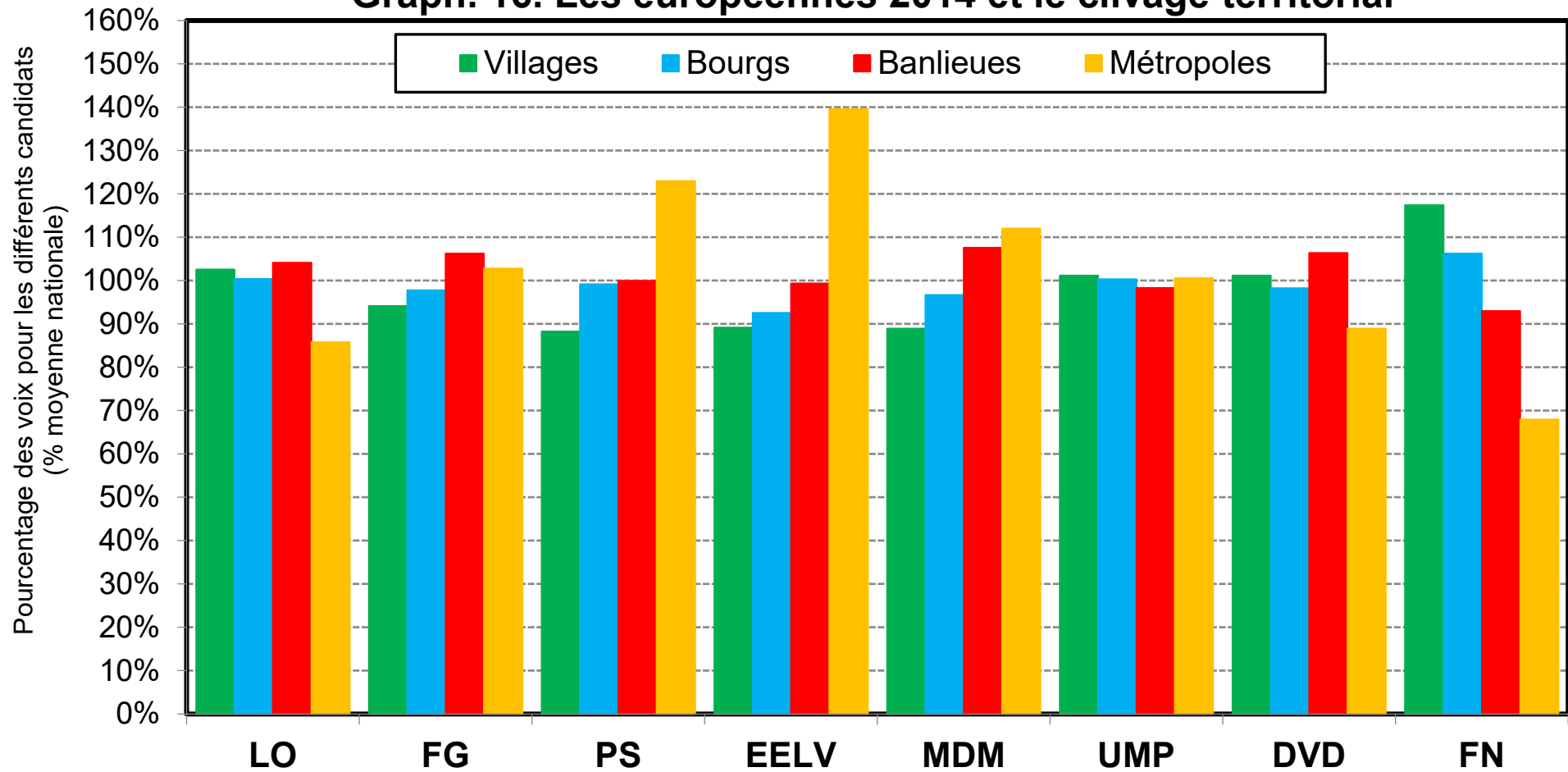
Lecture. Lors des élections européennes de 2004, les listes présentées par le FN réalisent pour la première fois de meilleurs scores dans les villages et bourgs que dans les banlieues et métropoles. Il en va de même pour les listes divers droite (DVD, principalement issues du MPF, Mouvement pour la France). Le vote FN urbain a été principalement capté par les listes UMP. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 15. Les européennes 2009 et le clivage territorial



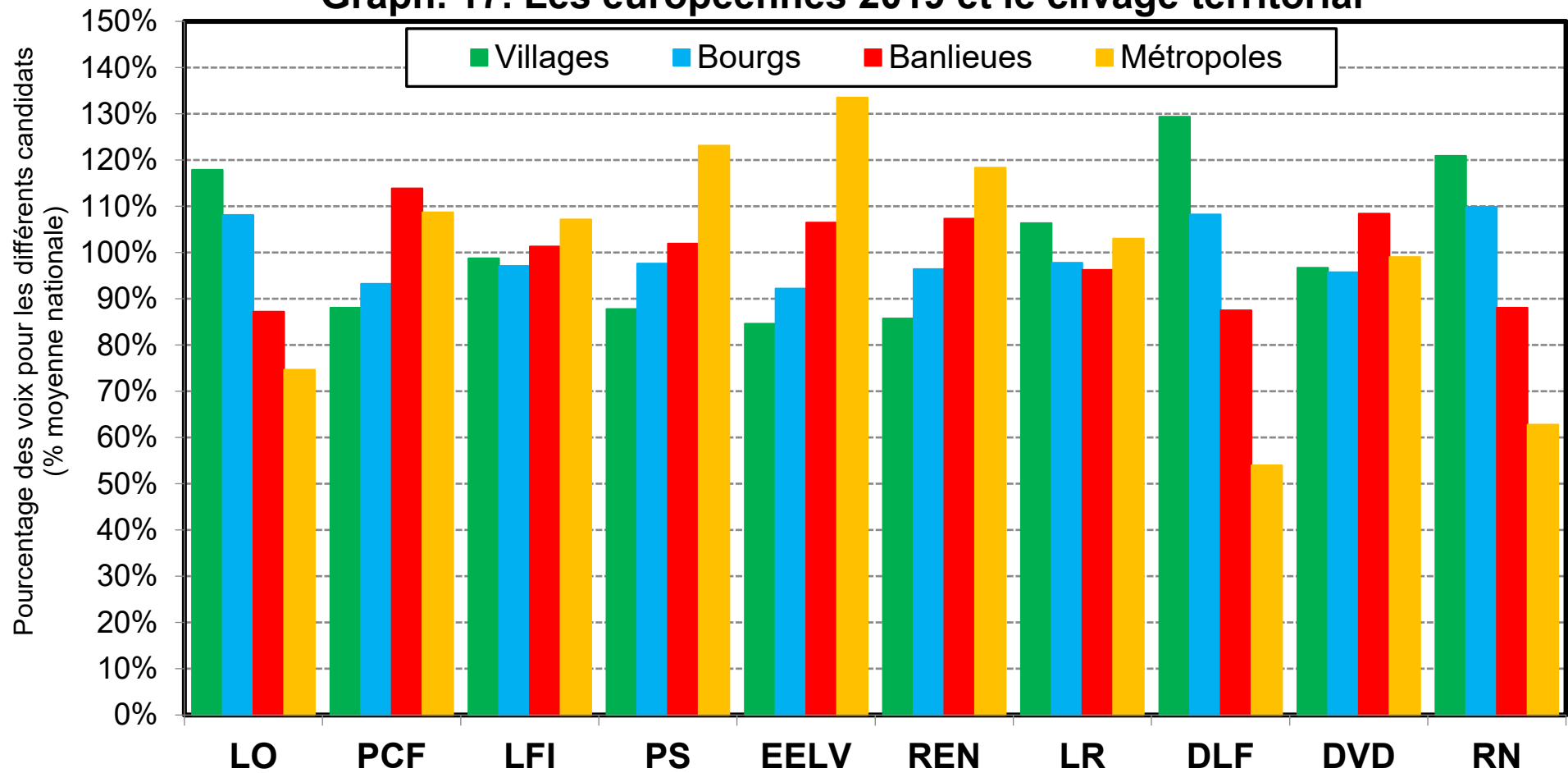
Lecture. Lors des élections européennes de 2009, les listes présentées par le FN deviennent de plus en plus centrées sur les villages et bourgs. Il en va de même pour les listes divers droite (DVD, principalement issues du MPF, Mouvement pour la France). A gauche, le vote LO est toujours principalement rural, alors que le vote EELV devient de plus en plus urbain. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 16. Les européennes 2014 et le clivage territorial



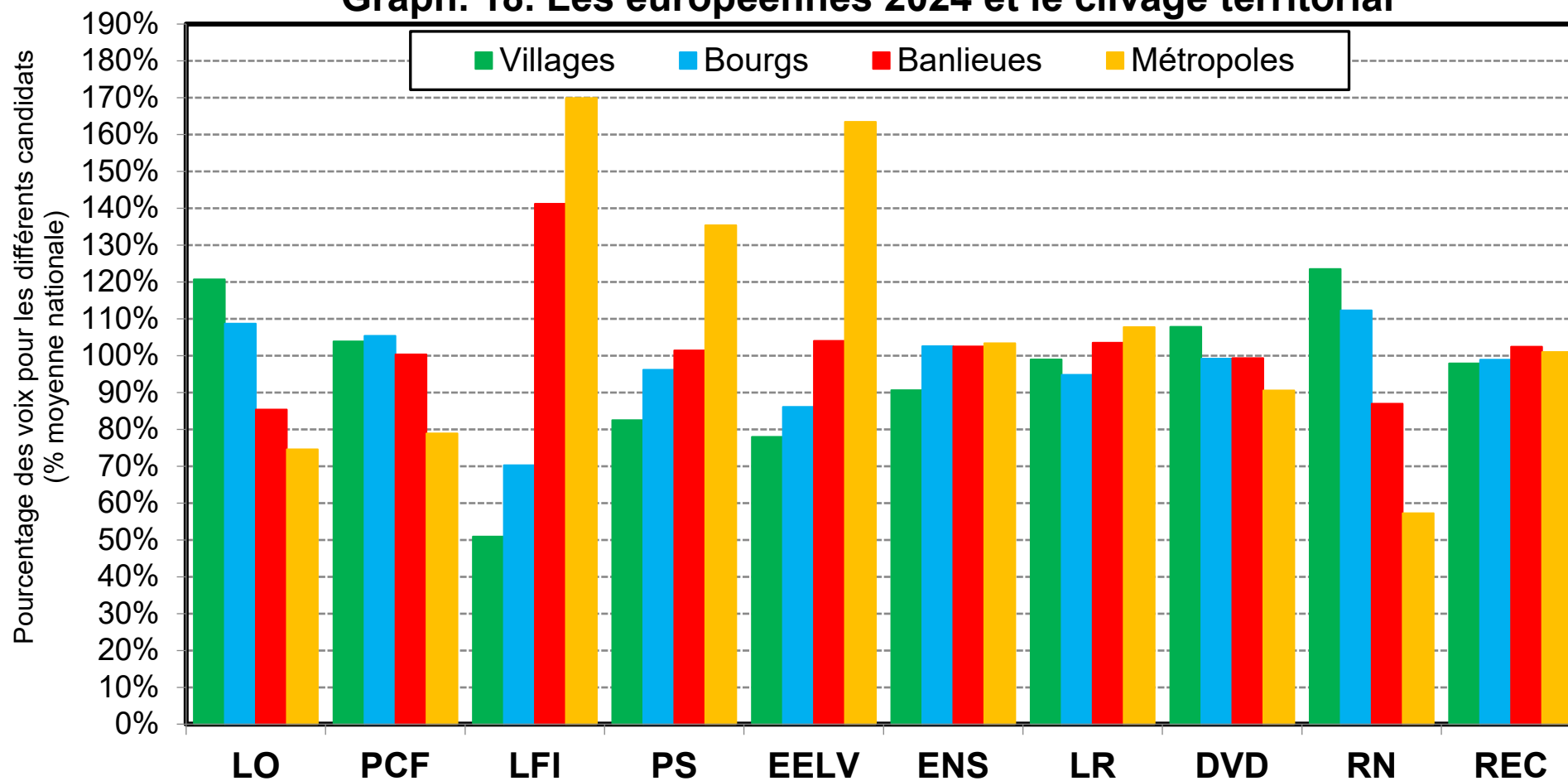
Lecture. Lors des élections européennes de 2014, on constate un approfondissement du clivage territorial, avec des listes PS et EELV (et à un degré moindre FG, Front de gauche) réalisant leurs meilleurs scores dans les banlieues et métropoles, et des listes FN obtenant leurs meilleurs résultats dans les villages et bourgs. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 17. Les européennes 2019 et le clivage territorial



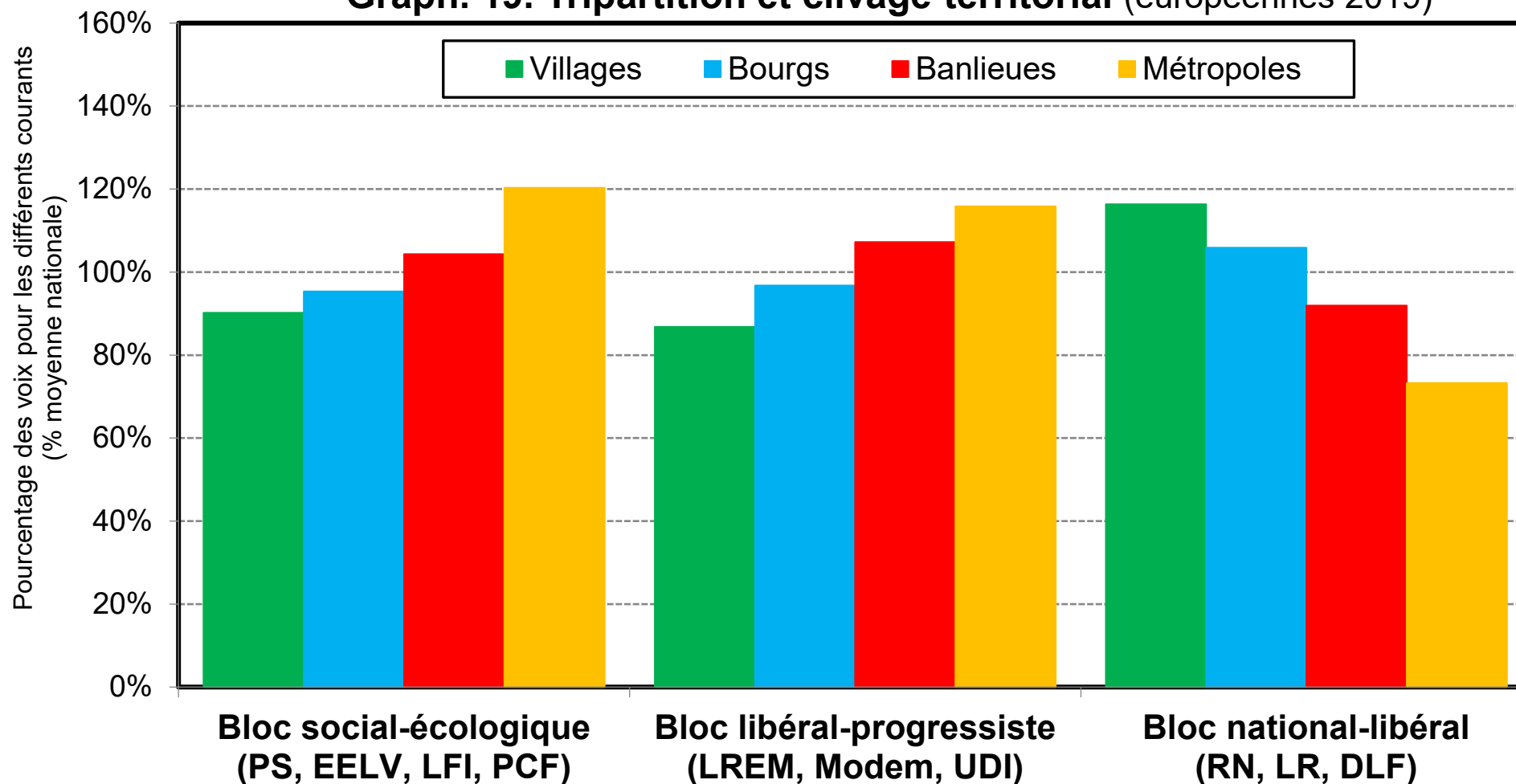
Lecture. Lors des élections européennes de 2019, toutes les listes de gauche réalisent leurs meilleurs scores dans les banlieues et métropoles (à l'exception toujours de LO), alors que les listes RN et DLF (Debout la France) obtiennent leurs meilleurs résultats dans les villages et bourgs. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 18. Les européennes 2024 et le clivage territorial



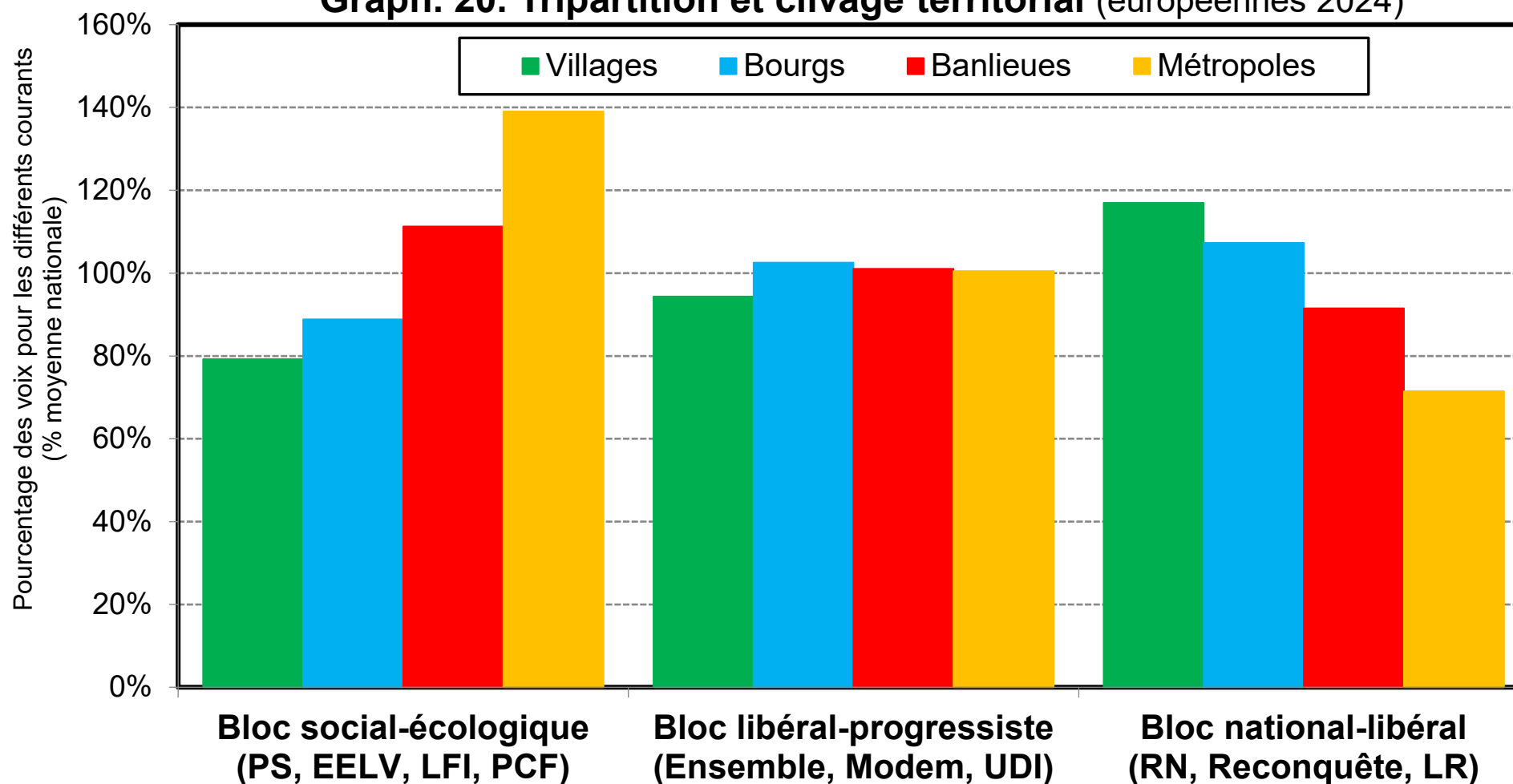
Lecture. Lors des élections européennes de 2024, on constate un nouvel approfondissement du clivage territorial, avec notamment un vote LFI, PS et EELV très concentré dans les banlieues et métropoles. On observe cependant un vote PCF qui devient pour la première fois orienté sur les villages et bourgs, à l'image du vote LO, en moins marqué. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 19. Tripartition et clivage territorial (européennes 2019)



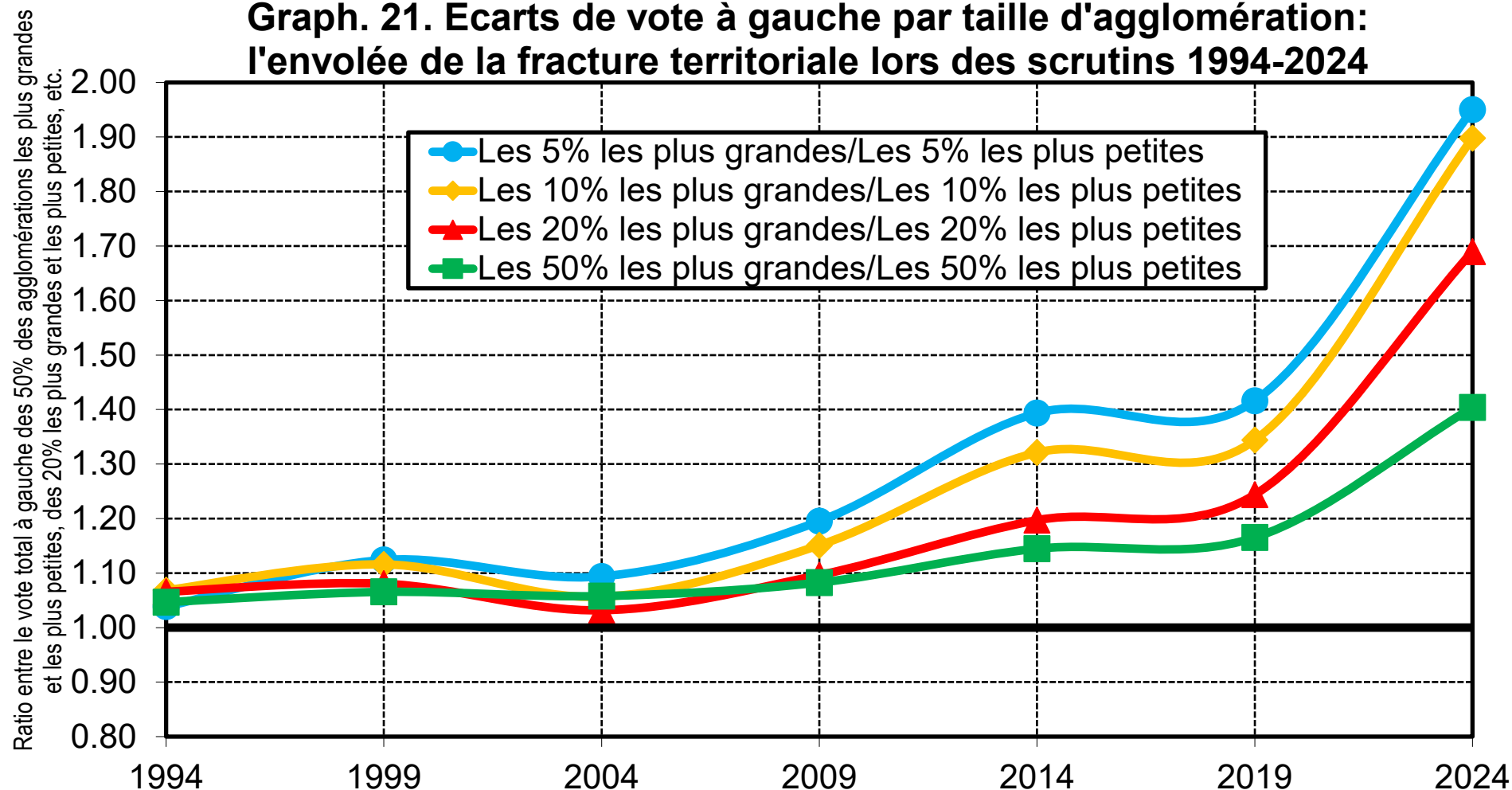
Lecture. Lors des élections européennes de 2019, le système de tripartition met en jeu un bloc de gauche et un bloc du centre réalisant leurs meilleurs scores dans les banlieues et métropoles, et un bloc de droite obtenant leurs meilleurs résultats dans les bourgs et les villages.
Sources et séries: voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 20. Tripartition et clivage territorial (européennes 2024)



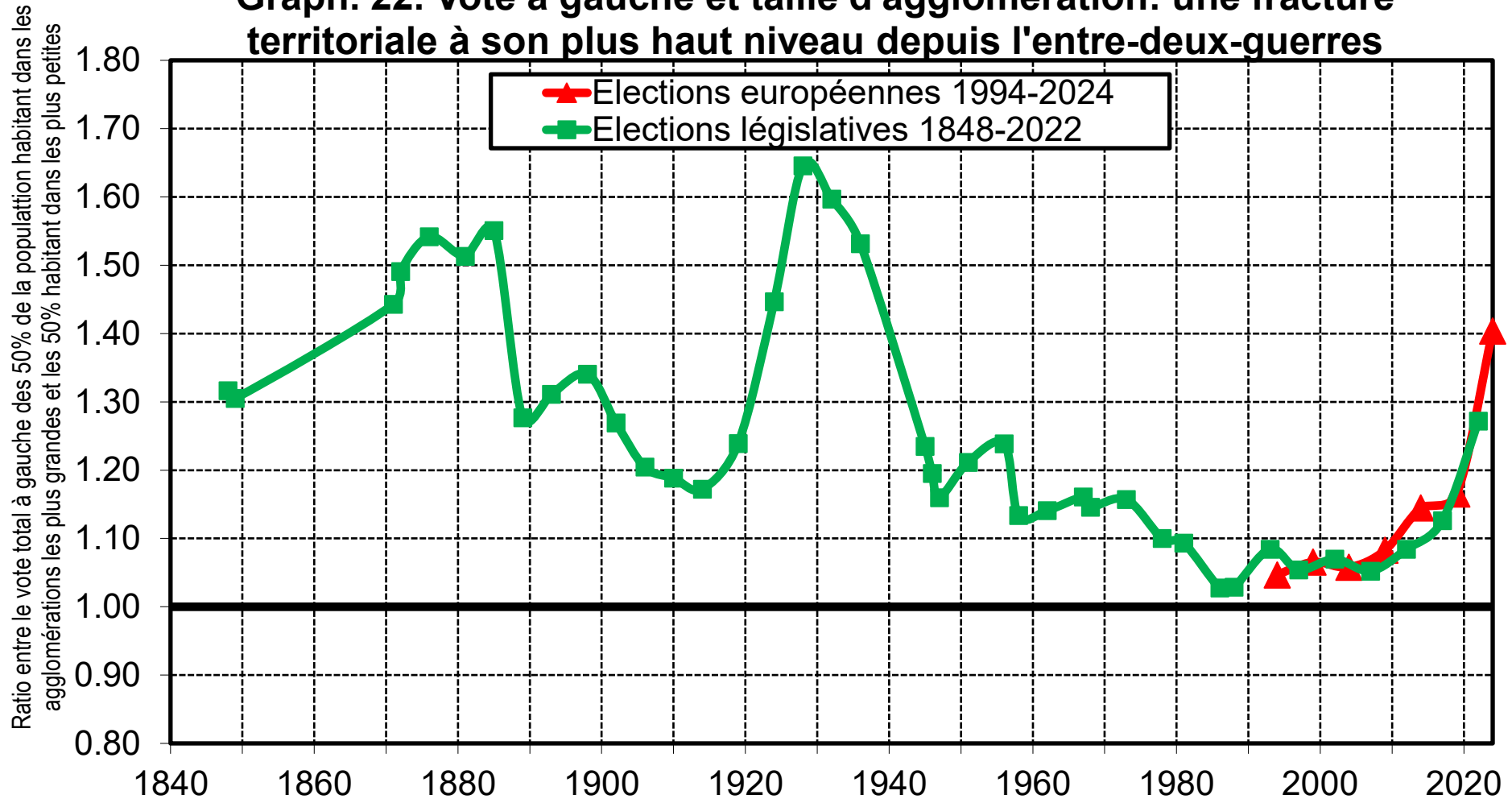
Lecture. Lors des élections européennes de 2024, le vote pour le bloc de gauche est encore plus fortement centré sur les banlieues et métropoles que lors des scrutins précédents, alors que le vote pour le bloc du centre a évolué vers un profil territorial plus équilibré (reflétant des pertes de voix plus fortes dans les grandes agglomérations). **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 21. Ecart de vote à gauche par taille d'agglomération: l'envolée de la fracture territoriale lors des scrutins 1994-2024



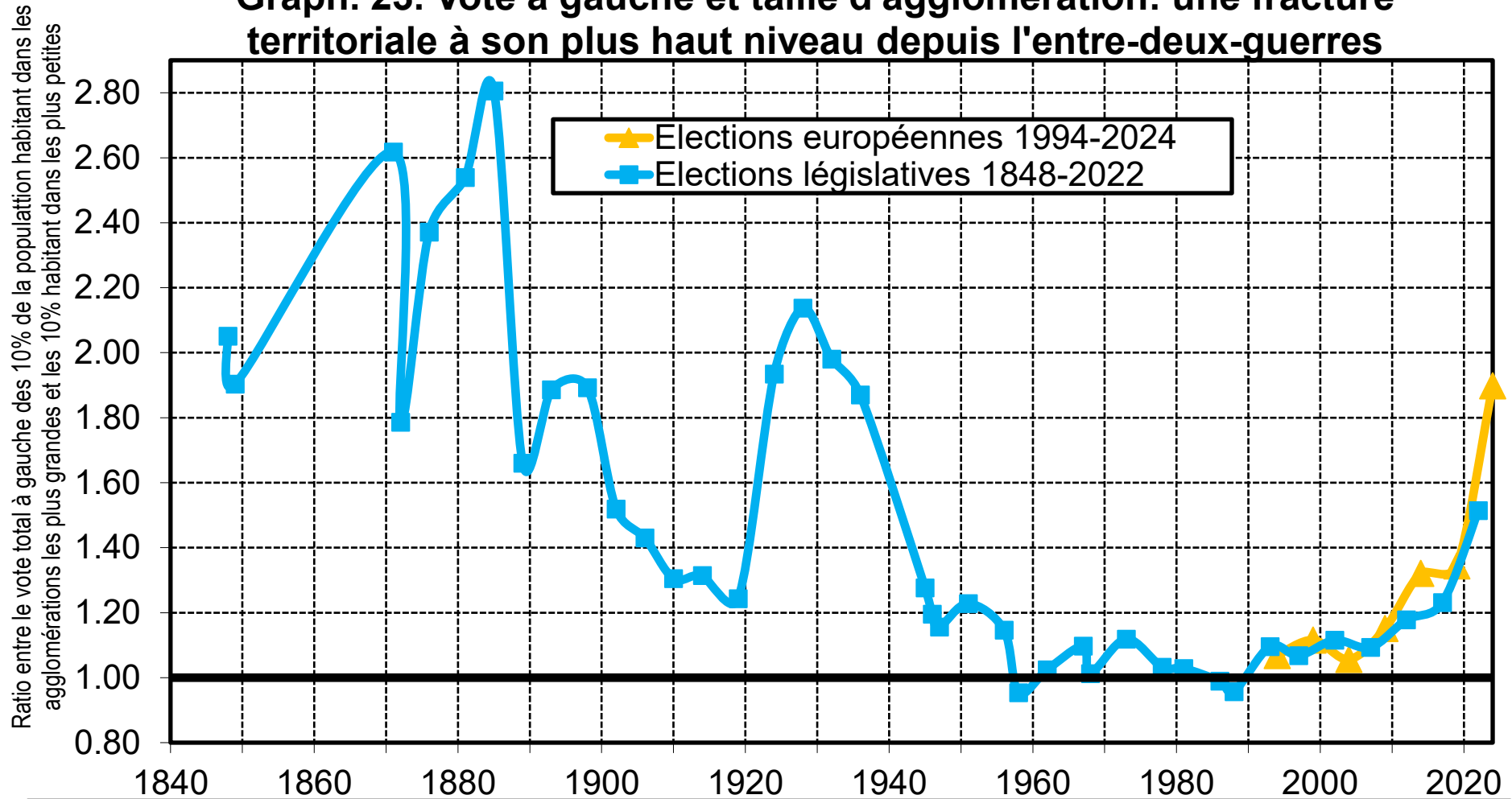
Lecture. Lors des élections européennes de 1994, le vote pour le bloc de gauche était quasiment le même dans les petites et les grandes agglomérations. En 2024, il est 1,4 fois plus élevé au sein des 50% de la population la plus urbaine (c'est-à-dire des 50% habitant dans les plus grandes agglomérations) qu'au sein des 50% la plus rurale, et 1,9 fois plus élevé au sein des 10% de la population la plus urbaine qu'au sein des 10% la plus rurale. En 30 ans la fracture territoriale s'est envolée. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 22. Vote à gauche et taille d'agglomération: une fracture territoriale à son plus haut niveau depuis l'entre-deux-guerres



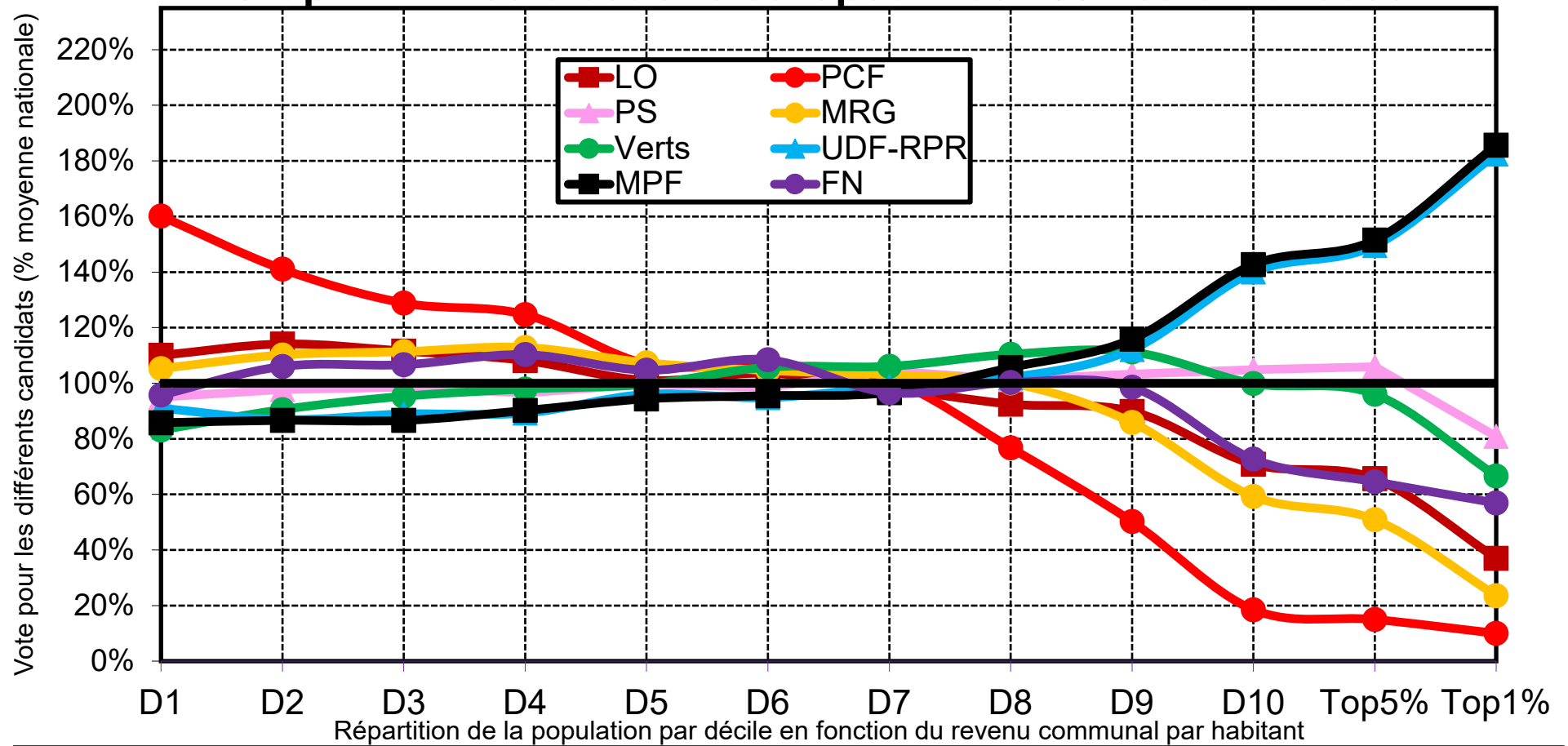
Lecture. La fracture territoriale, telle que mesurée par le ratio entre le vote à gauche au sein des 50% de la population la plus urbaine et la plus rurale (au sens de la taille d'agglomération), s'est envolée entre 1994 et 2024, pour les élections européennes comme pour les scrutins législatifs, avec une accélération de la hausse lors du scrutin européen de 2024. Elle atteint désormais un niveau d'une ampleur inédite depuis l'entre-deux-guerres et à la fin du 19e siècle. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 23. Vote à gauche et taille d'agglomération: une fracture territoriale à son plus haut niveau depuis l'entre-deux-guerres



Lecture. La fracture territoriale, telle que mesurée par le ratio entre le vote à gauche au sein des 10% de la population la plus urbaine et la plus rurale (au sens de la taille d'agglomération), s'est envolée entre 1994 et 2024, pour les élections européennes comme pour les scrutins législatifs, avec une accélération de la hausse lors du scrutin européen de 2024. Elle atteint désormais un niveau d'une ampleur inédite depuis l'entre-deux-guerres et à la fin du 19e siècle. **Sources et séries:** voir unehistoireduconflitpolitique.fr

Graph. 24. Les élections européennes 1994 et la richesse

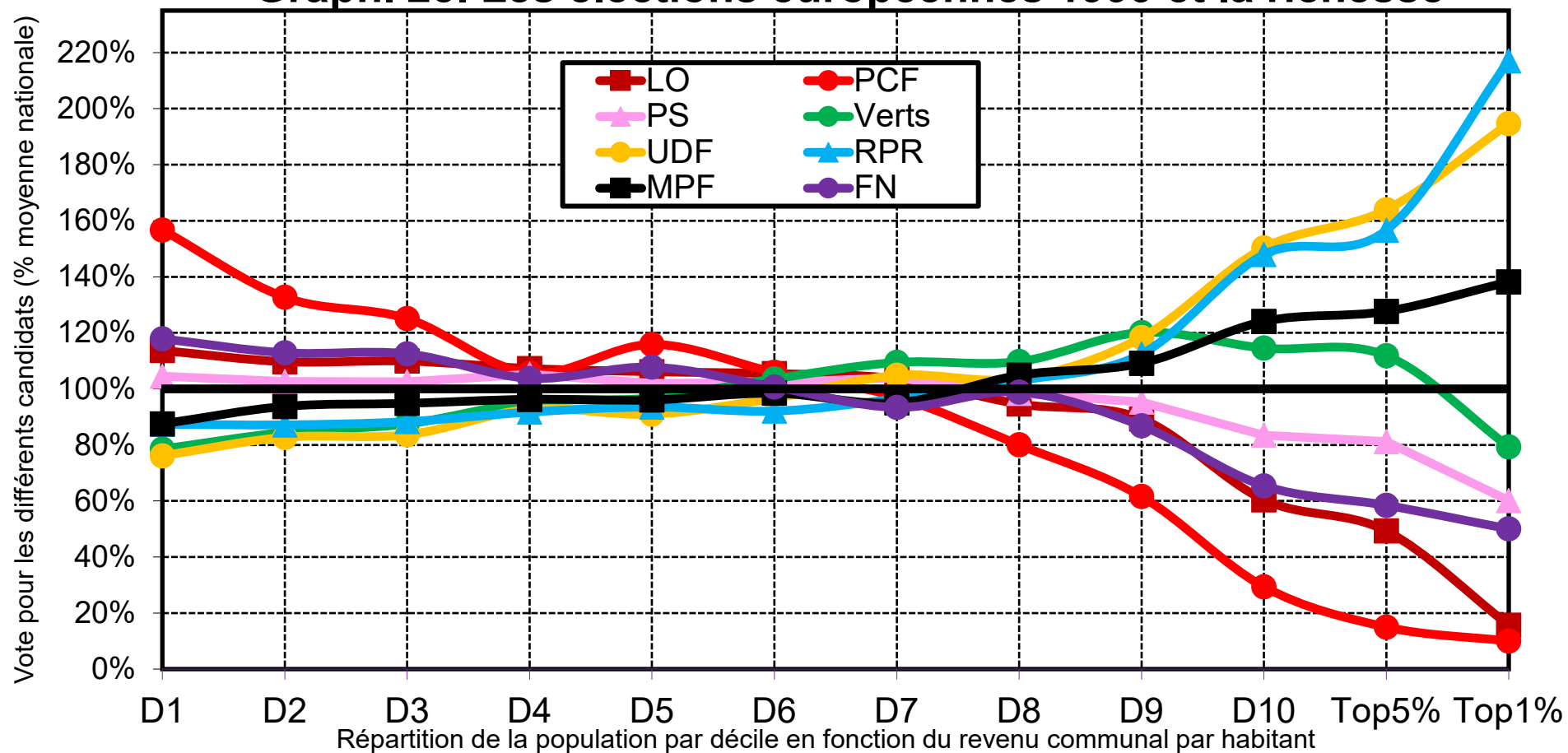


Lecture. Lors des élections européennes de 1994, les votes pour les listes RPR-UDF et MPF augmentent fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition. A l'inverse, les votes pour les listes PCF, LO et MRG (et à un degré moindre pour les listes FN, Verts et PS) déclinent avec la richesse.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

Sources et séries : voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

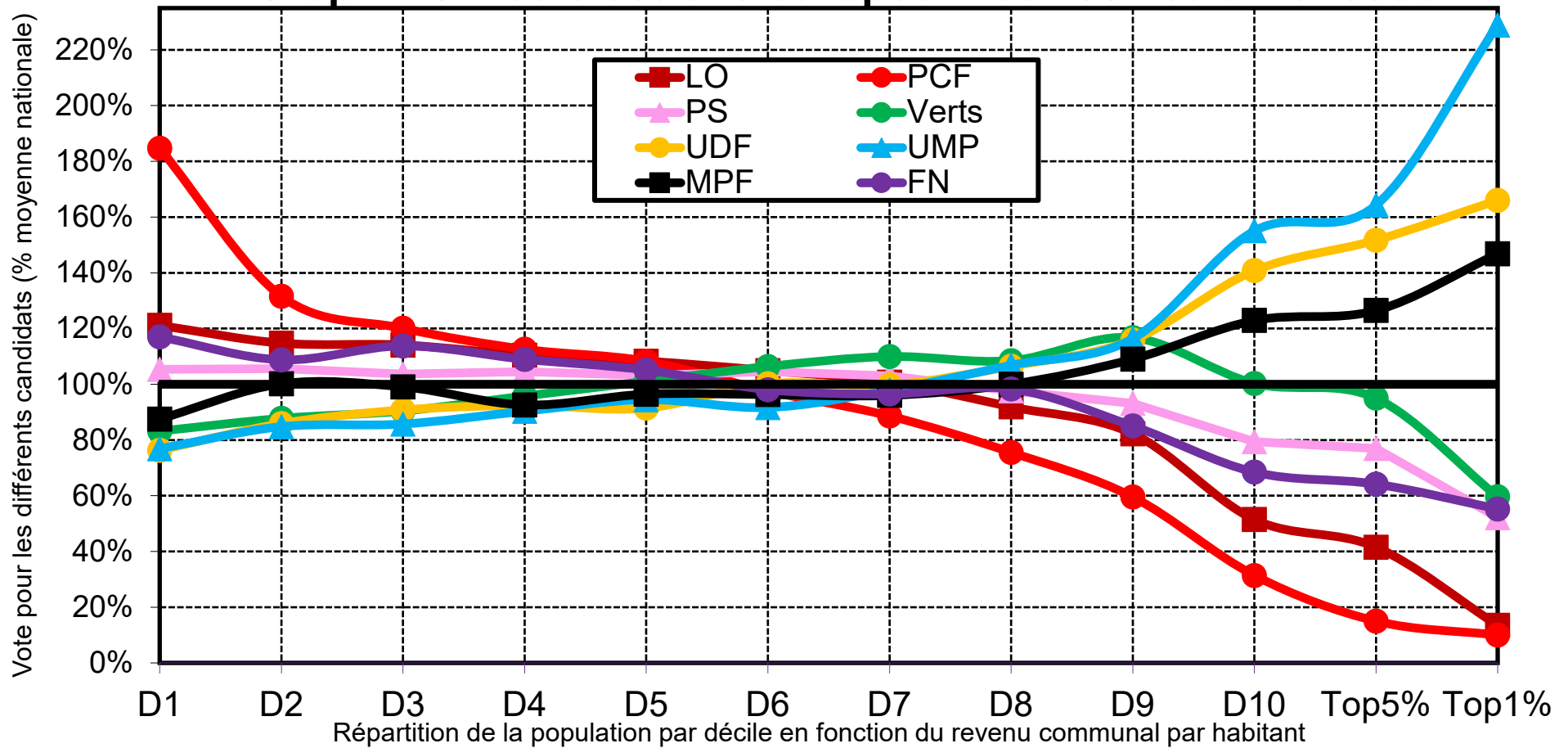
Graph. 25. Les élections européennes 1999 et la richesse



Lecture. Lors des élections européennes de 1999, les votes pour les listes RPR et UDF (et à un degré moindre MPF) augmentent fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition. A l'inverse, les votes pour les listes PCF et LO (et à un degré moindre PS) déclinent avec la richesse. La liste Verts a un profil légèrement croissant avec la richesse (sauf au niveau des 5% les plus riches), profil que l'on retrouve pour tous les scrutins européens, comme les élections législatives.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

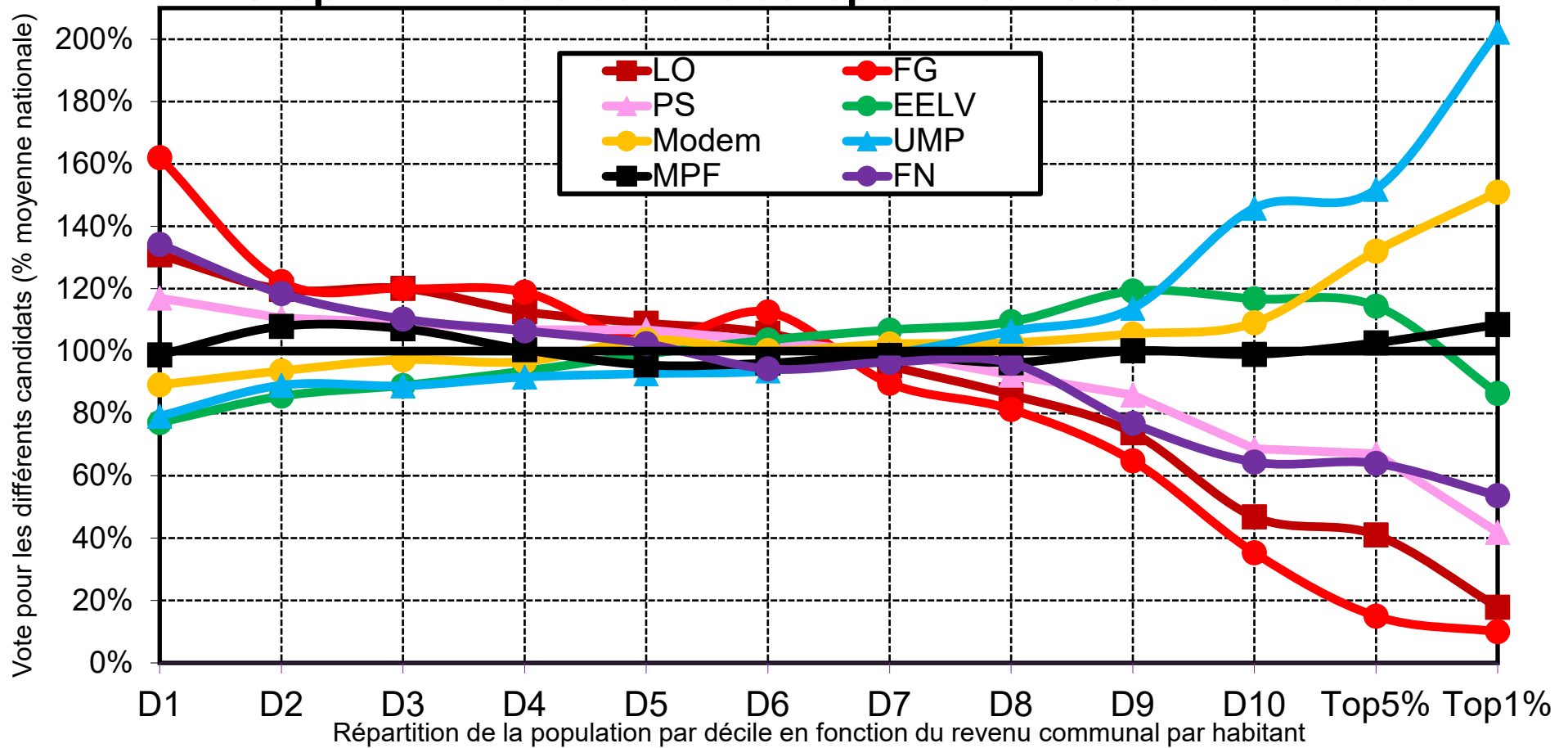
Graph. 26. Les élections européennes 2004 et la richesse



Lecture. Lors des élections européennes de 2004, les votes pour les listes UMP, UDF et MPF et MPF augmentent fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition, comme toutes les listes de droites à tous les scrutins européens et législatifs (à l'exception du vote FN-RN, qui est toujours légèrement décroissant). A l'inverse, les votes pour les listes PCF, LO et à un degré moindre PS déclinent systématiquement avec la richesse.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune.

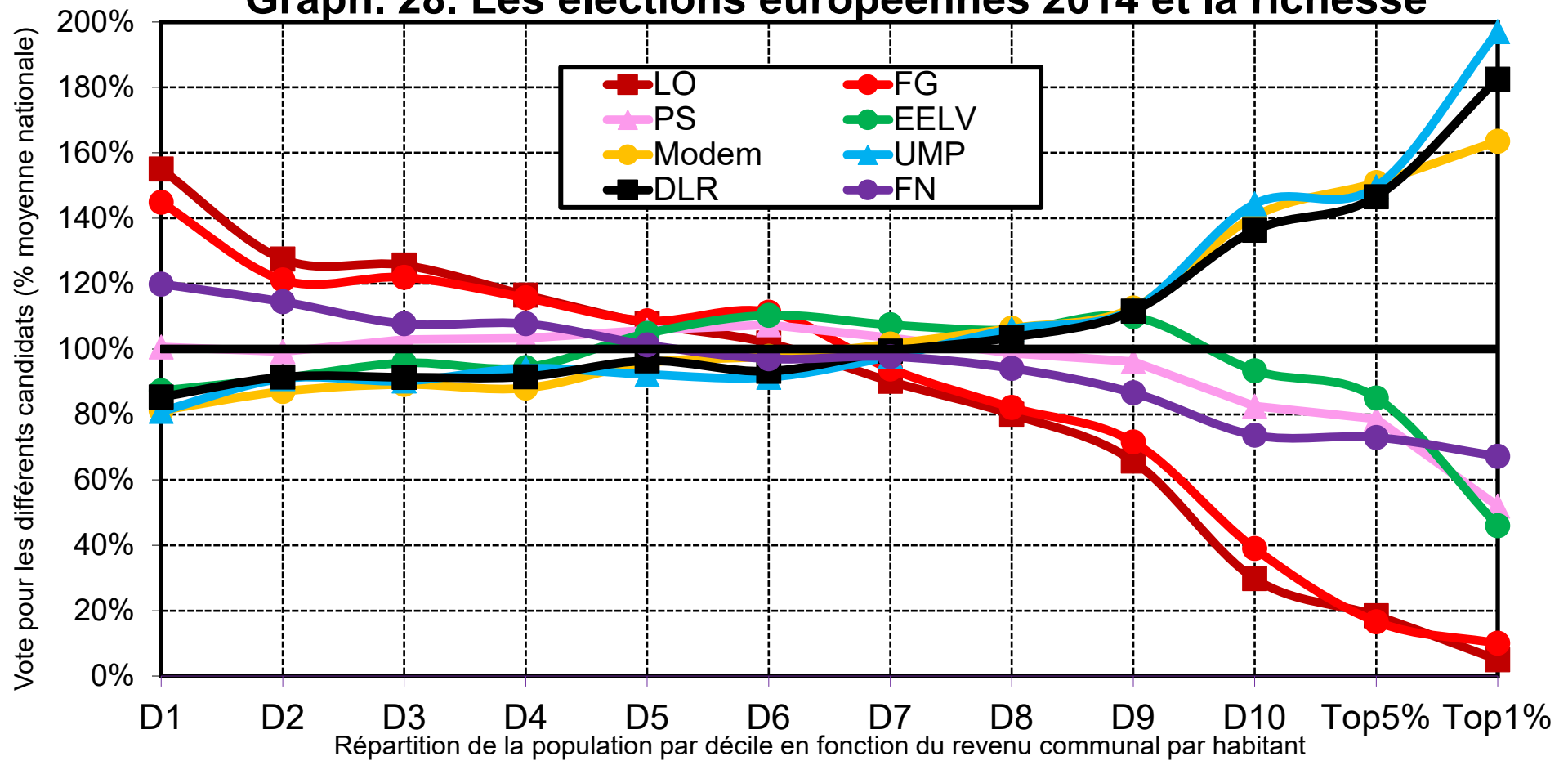
Graph. 27. Les élections européennes 2009 et la richesse



Lecture. Lors des élections européennes de 2009, les votes pour les listes UMP et Modem augmentent fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition. A l'inverse, les votes pour les listes LO et FG (Front de gauche, alliance PCF-PG) et à un degré moindre PS déclinent fortement avec la richesse. La liste EELV a un profil légèrement croissant avec la richesse (sauf au niveau des 5% les plus riches), comme la plupart des listes vertes lors des scrutins européens et législatifs.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

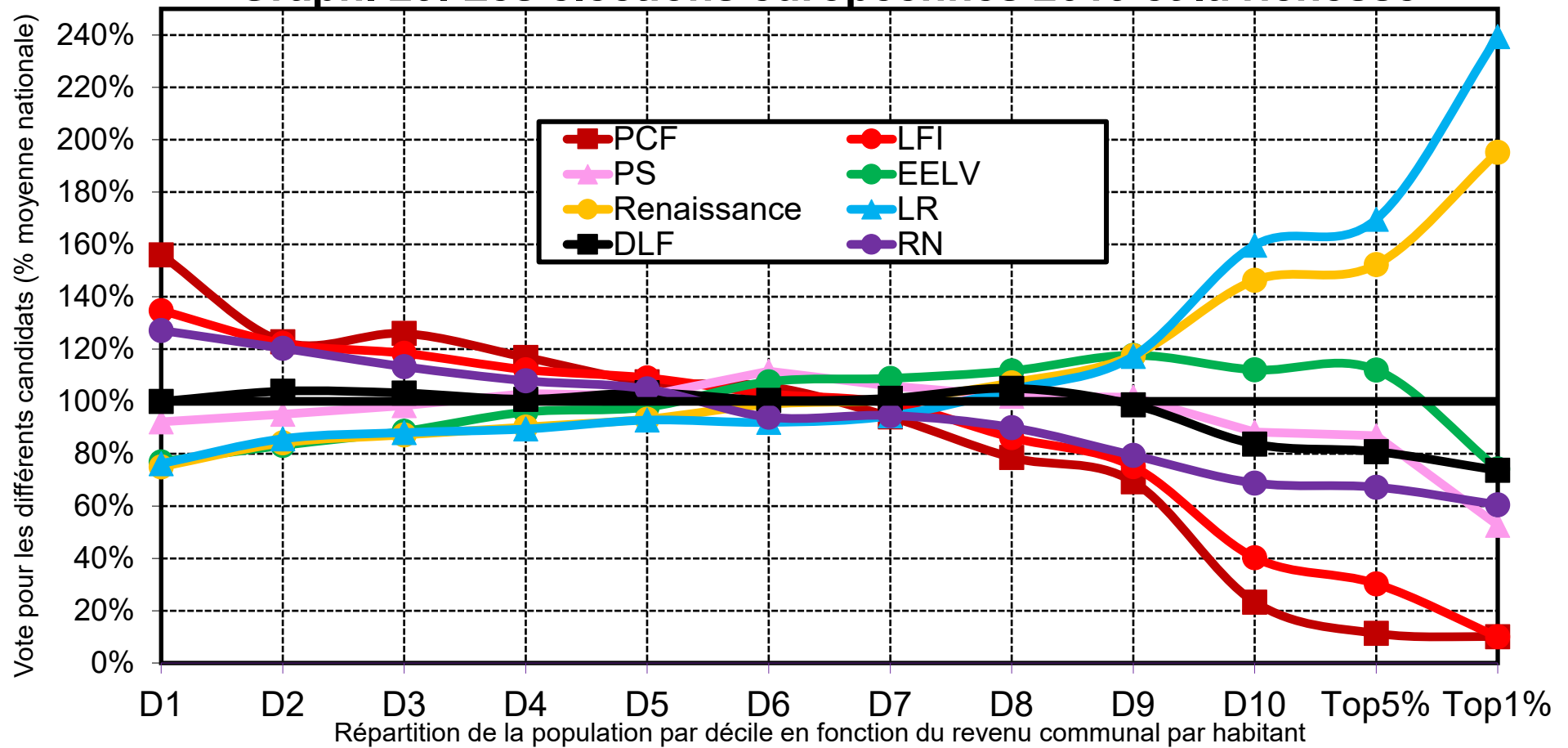
Graph. 28. Les élections européennes 2014 et la richesse



Lecture. Lors des élections européennes de 2014, les votes pour les listes UMP, Modem et DLR (Debout la République) augmentent fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition. A l'inverse, les votes pour les listes FG et LO déclinent très fortement avec la richesse. Les listes PS, EELV et FN ont un profil intermédiaire et légèrement décroissant avec la richesse au sommet de la répartition.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

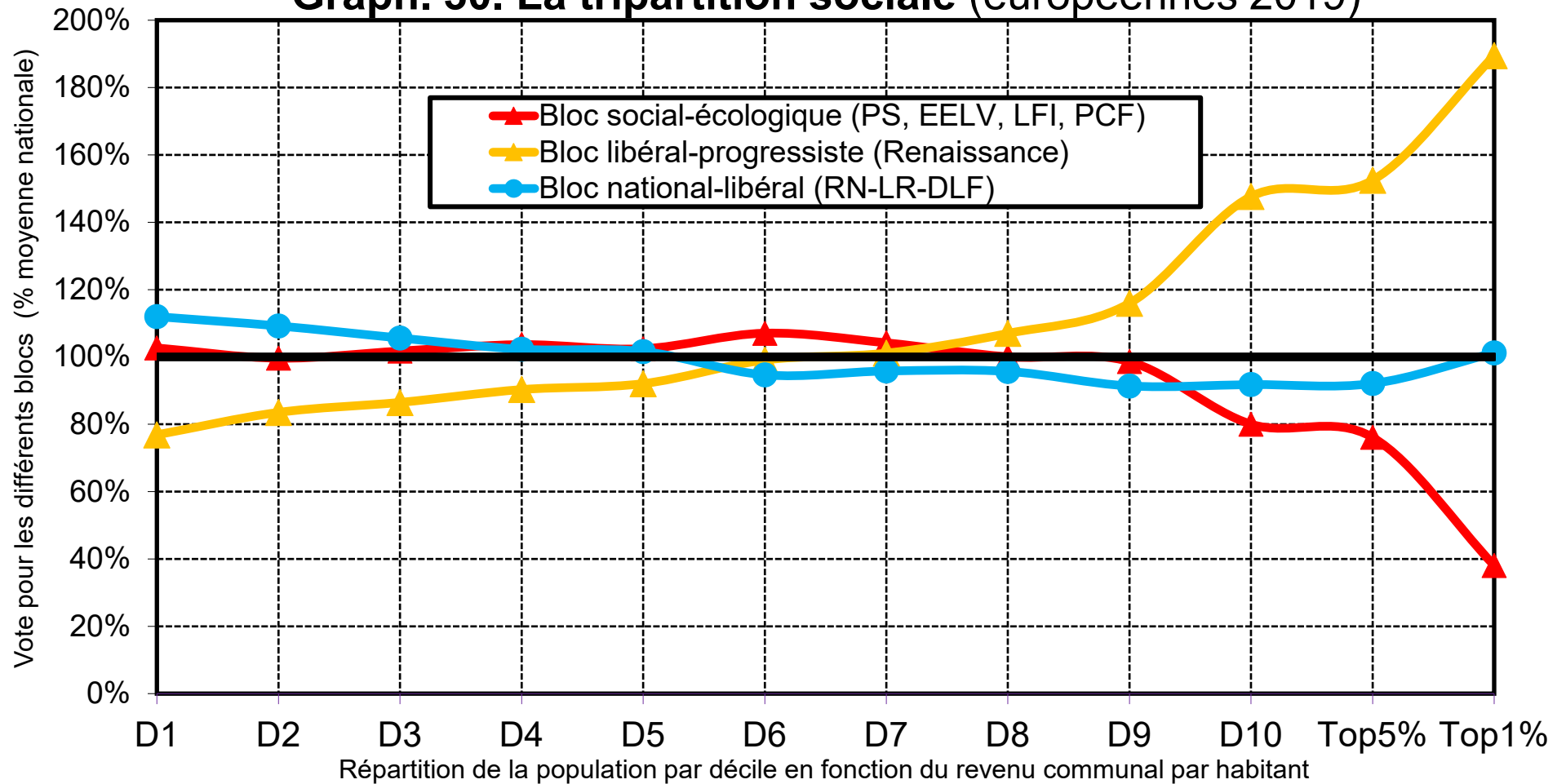
Graph. 29. Les élections européennes 2019 et la richesse



Lecture. Lors des élections européennes de 2019, les votes pour les listes LR et Renaissance augmentent très fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition, encore plus fortement que pour les listes de droite des élections précédentes. A l'inverse, les votes pour les listes PCF et LFI déclinent très fortement avec la richesse. Les autres listes sont dans une position intermédiaire et déclinent faiblement avec la richesse au sommet de la répartition.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

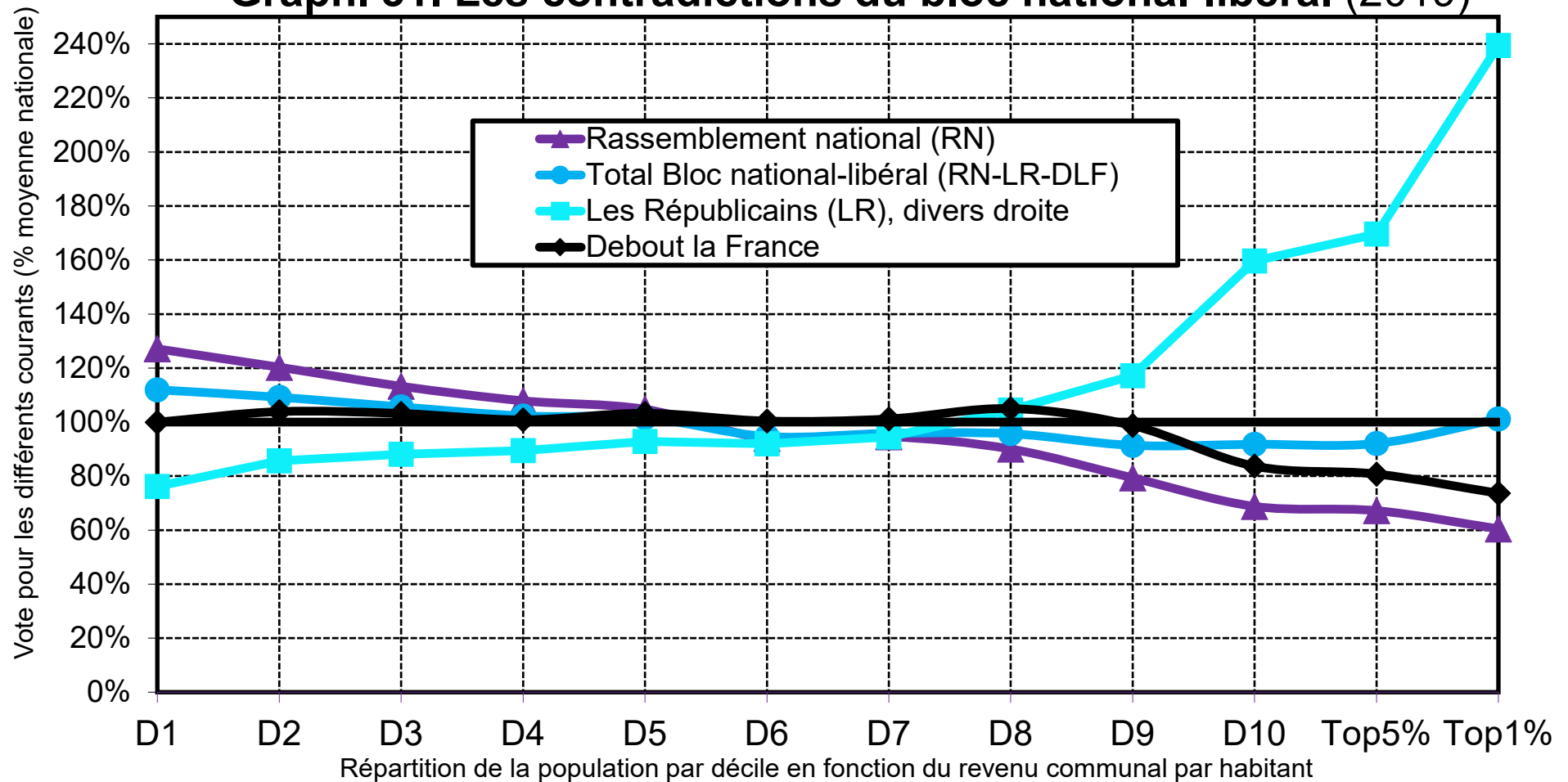
Graph. 30. La tripartition sociale (européennes 2019)



Lecture. Lors des européennes de 2019, le bloc du centre a un profil de vote très fortement croissant avec la richesse, plus encore que les votes de droite du passé. Le bloc de gauche a un profil décroissant avec la richesse, surtout au sommet de la répartition. Le bloc de droite a un profil quasi-plat, compte tenu des profils contradictoires en son sein.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

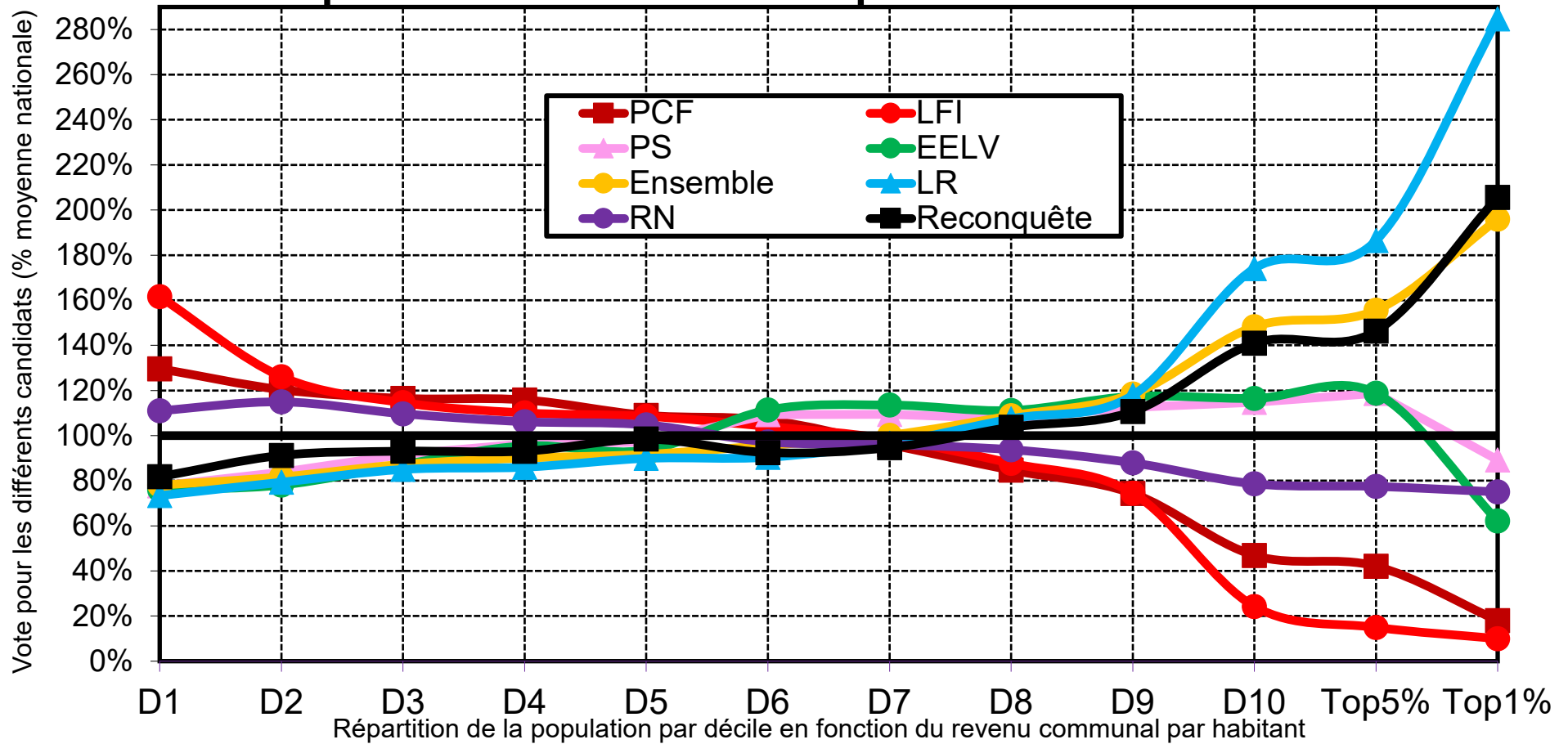
Graph. 31. Les contradictions du bloc national-libéral (2019)



Lecture. Lors des européennes de 2019, le vote LR a un profil très fortement croissant avec la richesse, alors que les votes RN et DLF ont des profils légèrement décroissant. Au total, le bloc de droite (RN-LR-DLF) a un profil quasi-plat, reflétant les caractéristiques sociales opposées et les attentes politiques contradictoires de ses différentes composantes.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

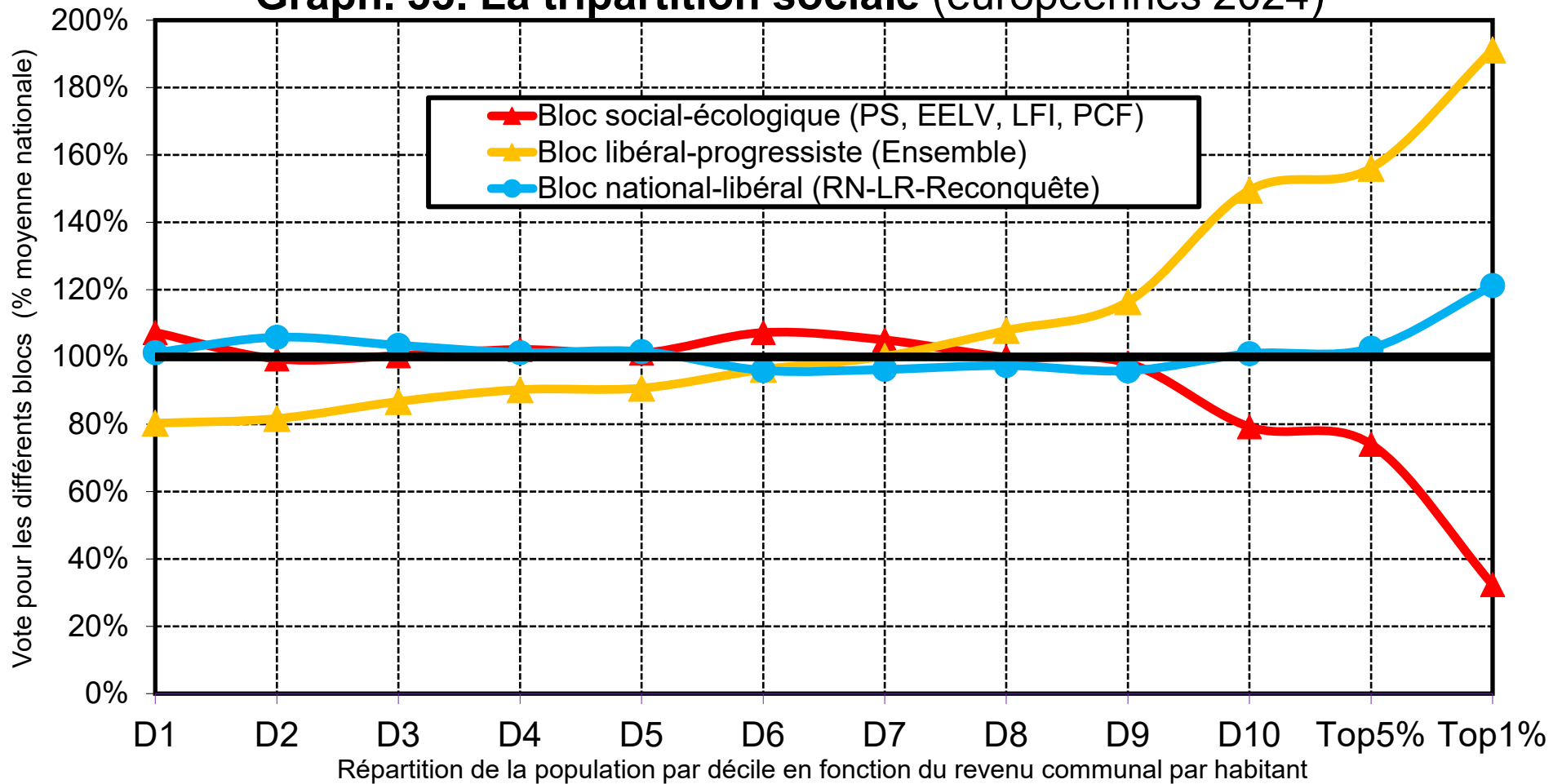
Graph. 32. Les élections européennes 2024 et la richesse



Lecture. Lors des élections de 2024, les votes pour les listes LR, Reconquête et Ensemble augmentent fortement avec la richesse de la commune, notamment au sommet de la répartition. Les votes pour les listes PCF et LFI déclinent fortement avec la richesse, alors que les listes RN, PS et EELV ont des profils intermédiaires. La liste PS croît légèrement avec la richesse, sauf au niveau des 5% des communes les plus riches, à la façon du profil observé habituellement pour les listes Verts et EELV.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

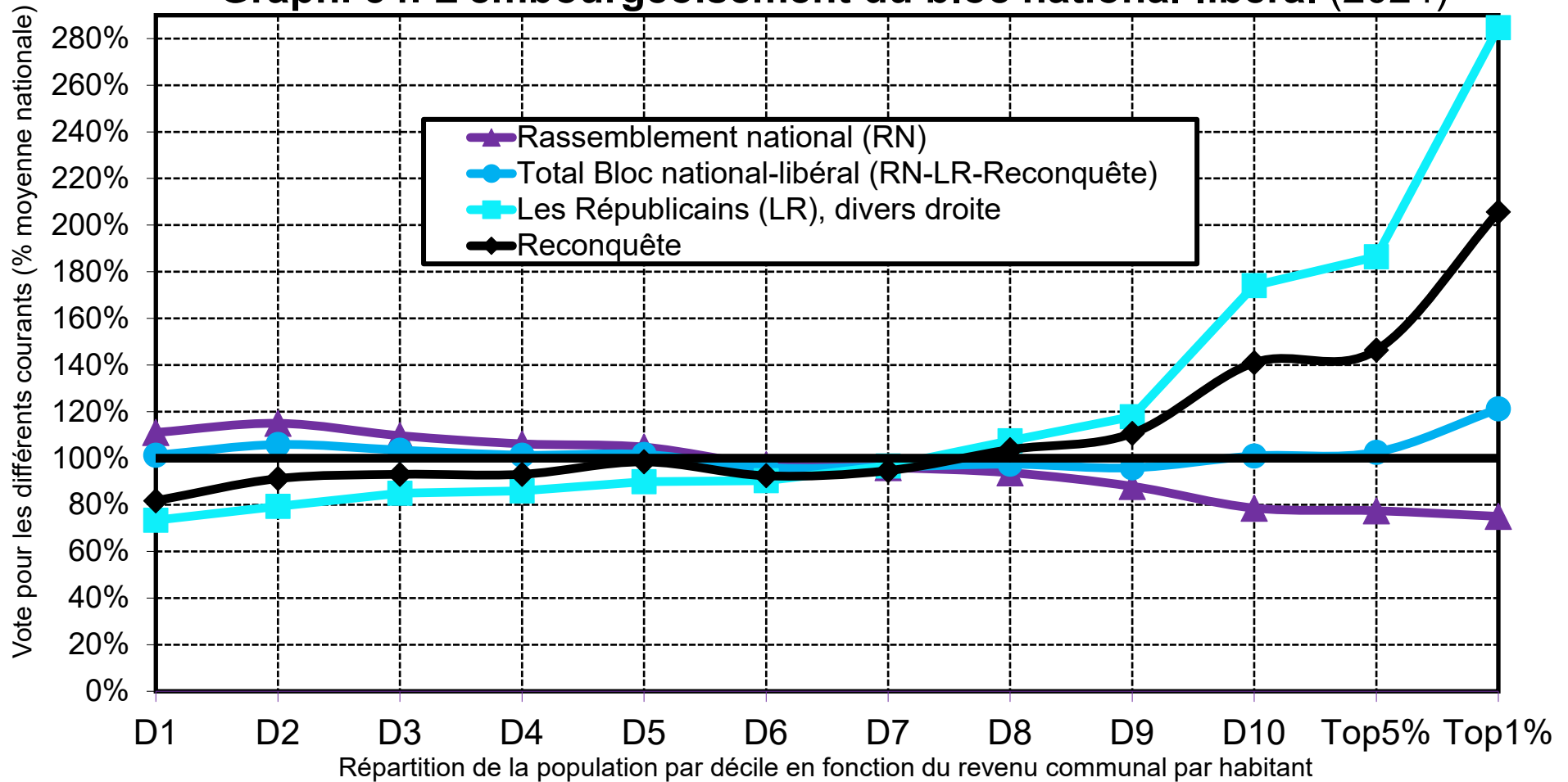
Graph. 33. La tripartition sociale (européennes 2024)



Lecture. Lors des européennes de 2024, le bloc du centre a un profil de vote très fortement croissant avec la richesse. Le bloc de gauche a un profil décroissant avec la richesse, surtout au sommet de la répartition. Le bloc de droite a un profil quasi-plat, compte tenu des profils contradictoires en son sein, avec toutefois une progression significative au sommet de la répartition.

Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.

Graph. 34. L'embourgeoisement du bloc national-libéral (2024)



Lecture. Lors des européennes de 2024, on constate que le bloc de droite rassemble des profils électoraux très contradictoires, comme en 2019, avec toutefois un processus d'embourgeoisement entre les deux scrutins: les votes LR et Reconquête sont encore plus fortement croissants avec la richesse que les votes LR et DLF en 2019, et le vote RN est moins fortement décroissant.
Note : les résultats indiqués ici sont après contrôle pour la taille d'agglomération et de commune. **Sources et séries :** voir unehistoireduconflitpolitique.fr.